



StreamWIDE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL
31 décembre 2011

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport de gestion au 31 décembre 2011.....	4
1. Evénements importants survenus en 2011	
2. Activité et situation du Groupe en 2011	
3. Activité et situation de la Société en 2011	
4. Informations juridiques	
5. Autres informations	
III. Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.....	40
- Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010	
- Etats de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010	
- Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010	
- Variations des capitaux propres aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	
IV. Comptes statutaires de l'exercice clos le 31 décembre 2011.....	75

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 30 avril 2012

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

**RAPPORT DE GESTION ETABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
EN DATE DU 22 JUIN 2012**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale annuelle afin (i) de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la Société StreamWIDE SA (la "Société") et du Groupe StreamWIDE (le "Groupe") durant l'exercice clos le 31 décembre 2011 et (ii) de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Lors de sa réunion en date du 21 mars 2012, le conseil d'administration a examiné les comptes annuels de la Société, de ses filiales et les comptes consolidés du Groupe, arrêtés au 31 décembre 2011. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des commissaires aux comptes.

1. Evénements importants survenus en 2011

1.1 Evénements importants survenus en 2011 au sein du Groupe

Conjoncture internationale

Le Groupe a fait face au premier semestre 2011, notamment dans les pays nord-africains et au Moyen-Orient, à un contexte local troublé et donc générateur de retards dans les projets. Le début d'année 2012 est marqué par une reprise de certains projets et par de nouveaux projets porteurs, notamment en Amérique du Sud.

Apport Partiel d'Actifs

L'opération d'apport effectuée fin 2011 s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation juridique et opérationnelle des activités du groupe StreamWIDE. Cet apport a permis à la Société d'isoler ses activités opérationnelles de celles de holding du Groupe et de coordination internationale. Cet apport a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 14 septembre 2011, avec effet au 1^{er} juillet 2011.

Distribution de dividendes

L'Assemblée Générale ordinaire en date du 20 juin 2011 a approuvé une distribution de dividende à hauteur de 0,19 euros par action (soit un montant global de 0,5 M€ versé en juillet 2011). C'est la première fois que la Société distribue des dividendes depuis son introduction en bourse le 16 novembre 2007.

1.2 Evolution de l'activité du Groupe en 2011

Evolution du chiffre d'affaires

Dans un contexte économique 2011 difficile, le chiffre d'affaires annuel du Groupe augmente de 1,2 M€ (+12%), soutenu par une forte reprise de l'activité au second semestre de l'exercice (+19,8% contre +4% au premier semestre 2011).

Les revenus clés du Groupe (licences et maintenance) progressent de près de +25%, traduisant la confiance des clients historiques dans les technologies du Groupe mais également la conquête de nouveaux clients (11 nouveaux clients parmi les 20 les plus significatifs en 2011). Les ventes de licences sont en croissance de +27% en 2011 et devraient ainsi assurer au Groupe des revenus de maintenance futurs, récurrents par nature, toujours plus importants. Ces derniers augmentent par ailleurs de +18% en 2011 et représentent désormais 21% des revenus totaux.

Les prestations de services et les ventes tierces diminuent ensemble de 0,7 M€ pour atteindre 1,8 M€ en raison notamment d'effets de base négatifs en 2010 (migrations de plateformes et volumes de matériels significatifs, non récurrents par nature).

Si le premier semestre de l'exercice a été marqué par un chiffre d'affaires « France » en forte progression (+28%), le second est caractérisé par une croissance très significative des revenus « Export » (+40% sur le second semestre et +23% sur l'année), provenant essentiellement d'accords de partenariats et de distributions indirectes. A ce titre, les revenus chinois, multipliés par 3 en 2011, représentent près de 25% des revenus 2011, contre 9% en 2010.

Le développement des ressources et méthodes commerciales du Groupe, tant en France qu'à l'Export, continuera en 2012 afin de renforcer encore sa présence à l'international, représentant toujours un très fort potentiel. Par ailleurs, son exposition internationale et ses différents canaux de vente (directs et indirects) permettent au Groupe d'être résistants au contexte économique actuel, en profitant de toutes les opportunités de croissance existantes.

Le durcissement continu de l'environnement concurrentiel pour les opérateurs téléphoniques constitue un facteur clé de croissance pour StreamWIDE. Ainsi, en 2012, les efforts en R&D seront maintenus au même niveau qu'en 2011 (près de 23% des revenus) afin de conforter la position actuelle du Groupe dans les services à valeur ajoutée : innovation, réactivité et efficacité.

Evolution des résultats

Les résultats du Groupe au 31 décembre 2011 sont en ligne avec les attentes. Le résultat opérationnel courant est de 2,7 M€ contre 2,3 M€ au 31 décembre 2010 et le résultat net ressort positif à 1,8 M€, contre 2,0 M€ un an auparavant, suite notamment à une charge fiscale de 0,8 M€ contre une charge de 0,4 M€ en 2010 (confère paragraphe ci dessous).

Les principales variations sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires progresse de 1,3 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes augmentent de 0,8 M€ sur la période et ressortent à 8,7 M€ ;
- *Le résultat opérationnel courant progresse ainsi de 0,4 M€ par rapport à l'exercice précédent (+ 19%). La marge opérationnelle est de 24% en 2011 contre 22,7% en 2010 ;*
- Des charges non récurrentes (coûts salariaux spécifiques liés à certains départs, honoraires juridiques liés à ces procédures et honoraires liés à l'opération d'apport partiel d'actifs) ont été constatées pour 0,2 M€ ;
- Le résultat financier reste stable à hauteur de 0,1 M€ ;
- Le résultat fiscal ressort négatif à hauteur de 0,8 M€, contre une charge nette de seulement 0,4 M€ en 2010 car les effets d'imposition différée sont de plus en plus négatifs pour le Groupe (diminution des IDA car consommation des reports déficitaires fiscaux français et stabilité des IDP suite à l'activation récurrente des frais de recherche et développement). Par ailleurs, au premier semestre 2010, l'activation des reports déficits américains avait conduit à reconnaître un produit fiscal futur de 0,5 M€, non récurrent en 2011 ;
- *Le résultat net ressort donc positif à 1,8 M€ contre 2,0 M€ à la clôture précédente.*

1.3 Evolution de l'activité en France en 2011

De part l'opération d'apport intervenue fin 2011 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011, les données financières de la seule Société ne sont pas comparables entre 2011 et 2010. Les analyses du chiffre d'affaires et des résultats ci-dessous tiennent donc compte de données cumulées entre la Société et la filiale StreamWIDE France SAS, bénéficiaire de l'apport.

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la Société progresse d'environ 1,2 M€ en 2011. Cette progression correspond à celle constatée au niveau du Groupe car les revenus de la filiale américaine sont quasi stables en 2010 et 2011 (environ 1,5 M€).

La stabilité des revenus "France" (4,3 M€ en 2011 contre 4,4 M€ en 2010) s'explique par un marché plus mature qu'à l'export et une taille naturellement beaucoup plus réduite. Cependant, des projets significatifs de "swap" de plateformes déjà installées pourraient permettre aux revenus "France" de progresser à nouveau. Par ailleurs, les projets et produits innovants développés par le Groupe pourraient rencontrer des succès commerciaux sur ce marché, en avance de phase par rapport aux marchés émergents.

Les revenus "export" progressent quant à eux de 1,4 M€ (retraité des revenus américains issus de la filiale américaine). Cette progression est essentiellement due aux revenus chinois, passant de 0,9 M€ à près de 2,9 M€ en 2011. En contrepartie, les revenus Afrique diminuent de 1,1 M€ suite à une commande de licences importantes en 2010, non récurrente en 2011. Les revenus de la zone "Europe" progressent quant à eux de 0,3 M€ et ceux de la zone "Russie" d'environ 0,2 M€.

La stratégie d'innovation de la Société et du Groupe, et le succès rencontré par de nouveaux produits tels que SGC (StreamWIDE Global Communications, solution permettant de gérer la disponibilité d'une ou plusieurs lignes téléphoniques, l'unification des communications et des contacts via une application pour smartphones et tablettes) laissent envisager de nouvelles opportunités de croissance à court et moyen terme, en complément du développement continu des plateformes de messagerie

L'interaction de ces produits avec les réseaux sociaux notamment, permet aux opérateurs téléphoniques de proposer de nouveaux services innovants aux abonnés.

Evolution des résultats

Les résultats de la Société, et de sa filiale française, au 31 décembre 2011 sont en forte progression par rapport à ceux de 2010. Le résultat net 2011 ressort à 1,4 M€, contre 0,9 M€ un an auparavant.

Les principales variations sont les suivantes :

- Le résultat d'exploitation augmente de 0,5 M€ suite à l'augmentation des revenus et à la progression maîtrisée de charges d'exploitation ;
- Les charges d'exploitation augmentent de 0,8 M€ suite notamment à l'augmentation des coûts de sous traitance des filiales du Groupe (+0,4 M€ qui s'explique essentiellement par une augmentation des frais de personnel en Chine et en Roumanie – effet volume suite à embauches réalisées en 2011 pour soutenir les efforts en recherche et développement), aux commissions sur ventes et aux frais de déplacements qui augmentent en parallèle des revenus (+0,2 M€ respectivement) ;
- Le résultat financier reste stable sur la période (0,1 M€) : les effets de change négatifs au premier semestre 2011 ont été compensés par ceux positifs du second ;
- Le résultat exceptionnel ressort négatif à hauteur de 0,1 M€ suite notamment à des départs négociés de salariés au cours de l'exercice 2011 ;
- L'impact fiscal reste positif à hauteur de 0,6 M€ grâce aux crédits d'impôts recherche. L'impact positif de ces derniers sur les résultats statutaires (+0,7 M€ en 2011) est limité par les retenues à la source (-0,1 M€) non récupérables par la Société française, cette dernière ne payant aucun impôt (reports déficitaires à hauteur de 1,5 M€ fin 2011).

Apport Partiel d'Actifs

La Société mère (StreamWIDE SA) a procédé à l'apport partiel d'actif de sa branche complète et autonome d'activité d'édition de logiciels applicatifs en France et en Europe à la société StreamWIDE France SAS. Cette société, bénéficiaire de l'apport avec effet à compter du 1^{er} juillet 2011 a été immatriculée le 29 juin 2011 au Registre du Commerce et des Sociétés. Elle est détenue et contrôlée à 100% par StreamWIDE SA.

2. Activité et situation du Groupe en 2011

2.1 Présentation des comptes consolidés

Une nouvelle société, StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011 afin de bénéficier de l'apport partiel d'actifs réalisé par la Société mère, StreamWIDE SA, société consolidante du Groupe. Le périmètre de consolidation à fin 2011 se compose donc de la société mère, StreamWIDE SA, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 3 autres filiales étrangères du Groupe :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%

Pour mémoire, un établissement stable a été ouvert en Tunisie au cours du premier semestre 2010. Cet établissement n'a pas de capital social. Les données financières, peu significatives, sont directement intégrées dans les comptes de la société mère, StreamWIDE SA.

L'activité du Groupe en 2011 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en progression de 12%, un résultat opérationnel courant en progression de 19% et un résultat net en diminution de 8% après prise en compte des impacts financiers et fiscaux.

- le CA est de 11,5 M€, en progression de 12% par rapport à 2010 ;
- le résultat opérationnel courant est positif à 2,7 M€ (contre 2,3 M€ au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 19%) et le résultat net ressort à 1,8 M€ (contre 2,0 M€ au 31 décembre 2010).

Les principales données consolidées au titre de l'exercice 2011 sont les suivantes :

en K€	2011	%CA	2010	%CA	Variation
Chiffre d'Affaires Licences	7 274	63%	5 712	56%	1 562
Chiffre d'Affaires Maintenance	2 351	21%	1 988	19%	363
Chiffre d'Affaires Services	1 039	9%	1 414	14%	-375
Chiffre d'Affaires Ventes tierces	796	7%	1 108	11%	-312
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	11 460		10 222		1 238
Achats et variation de stocks	-747	9%	-1 209	15%	462
Charges externes	-2 795	32%	-2 221	28%	-574
Charges de personnel	-4 130	47%	-3 683	47%	-447
Autres charges et produits	-1 031	12%	-789	10%	-242
RESULTAT OPERATIONNEL	2 757		2 320		437
Autres charges opérationnelles	-218		0		-218
Charges / Produits financiers	114		115		-1
Charges d'impôts	-819		-437		-382
RESULTAT NET	1 834		1 998		-164

Le résultat opérationnel ressort positif à 2,8 M€ au titre de l'exercice 2011. Il s'établissait à 2,3 M€ au 31 décembre 2010. La forte amélioration du résultat opérationnel courant (+ 0,4 M€) démontre le bien fondé du modèle économique du Groupe : après une phase marquée de recherche et développement sur les nouveaux logiciels, le Groupe développe maintenant ses ventes à travers le monde, tout en maîtrisant ses charges opérationnelles et en restant rentable. Le résultat net est quant à lui de 1,8 M€ contre 2,0 M€ au 31 décembre 2010.

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution a été présentée ci-dessus dans les événements significatifs de la période, aussi bien au niveau du Groupe que de la Société.

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats annuels 2011 sont les suivants :

- les charges opérationnelles augmentent de 0,8 M€ sur la période :
 - o des achats / ventes tiers moins importants qu'en 2010 (- 0,5 M€), qui avait été marqué par une livraison significative de matériel pour un client africain, élément non récurrent en 2011. Retraité des variations de stocks, les achats de matériels (hardware pour le compte de certains clients) restent stables à 0,7 M€ ;

- *des charges externes en progression de 0,6 M€* sous l'effet notamment des honoraires, des commissions et des frais de déplacements, ces deux derniers items progressant en volume de façon contrôlée et en relation directe avec le développement des ventes constatées sur depuis le début de l'exercice ;
 - *des charges de personnel qui augmentent de 0,4 M€*, suite notamment au chevauchement de certains départs et arrivées constatés en France (+0,2 M€) et des embauches réalisées en Chine et en Roumanie (respectivement +0,1 M€ dû essentiellement à un effet volume) ;
 - *des autres produits et charges* qui incluent notamment les amortissements des frais de développement. Un amortissement de 0,9 M€ a été constaté sur la période contre un montant de 0,4 M€ en 2010. Par ailleurs, une reprise des crédits d'impôts antérieurs (CIR) à hauteur de 0,3 M€ (contre 0,1 M€ en 2010) a également été constatée conformément aux règles comptables retenues pour le traitement IFRS des crédits d'impôt recherche. L'impact net de ces écritures est donc de 0,6 M€ en 2011, contre 0,3 M€ en 2010, et explique la variation constatée sur la période.
- *l'impact des produits / charges financiers* ressort positif à hauteur de 0,1 M€, sans évolution par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net de change 2011 est donc équivalent à celui de 2010. Le second semestre 2011 a permis de rééquilibrer l'impact négatif qui avait été constaté au premier semestre 2011, suite à l'évolution négative du taux USD/€.
 - *la charge nette d'impôts* est de 0,8 M€ contre 0,4 M€ en 2010. Cette charge, sans effet de trésorerie, provient à la fois d'une diminution des soldes de reports déficitaires au niveau de la société mère française suite à la progression des résultats fiscaux et des impacts des écritures de consolidation (activation des frais de développement générant des impôts différés passifs significatifs). Les principaux impacts et évolutions entre 2011 et 2010 sont les suivants :

en M€	2011	2010	Variations
Impôts différés passifs sur activation R&D	-0,5	-0,7	0,2
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	-0,2	0,5	-0,7
Impôts courants	-0,1	-0,2	0,1
Total charge d'impôts	-0,8	-0,4	-0,4

- L'impact des impôts différés passifs diminue légèrement (0,2 M€) puisque les montants bruts de R&D activés restent stables mais que les amortissements augmentent (la base d'imposition différée diminue donc en valeur nette) ;
- En 2010, les reports déficitaires de la filiale américaine avait été reconnus en consolidation, générant un impact positif de 0,5 M€. En 2011, les impôts différés actifs ont un impact négatif puisque les reports déficitaires de la Société, antérieurement reconnus, sont consommés suite aux résultats opérationnels et fiscaux positifs de 2011 ;
- Enfin, les impôts courants diminuent dans la mesure où les retenues à la source non récupérables ont diminué en 2011 (une partie étant imputée sur les résultats fiscaux positifs de la société StreamWIDE France SAS).

Le résultat opérationnel courant enregistre donc une progression de 0,4 M€. Après prise en compte de charges opérationnelles non récurrentes de 0,2 M€, de la stabilité du résultat financier et de l'augmentation de la charge fiscale nette de 0,4 M€, le résultat net au 31 décembre 2011 diminue de 0,2 M€ par rapport au résultat net de l'exercice 2010.

La situation financière au 31 décembre 2011 est la suivante :

En K€	31-déc-11	31-déc-10	31-déc-11	31-déc-10	
Immobilisations incorporelles	5 955	4 232	267	267	Capital
Immobilisations corporelles	403	228	8 837	7 316	Primes et Réserves
Autres actifs financiers	243	155	-53	-122	Titres auto détenus
Actifs d'impôt différé	612	486	1 834	2 032	Résultat net part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	7 213	5 101	10 885	9 493	CAPITAUX PROPRES
Stocks	0	0	44	32	Provisions à long terme
Créances clients	6 375	4 426	1 200	766	Produits fiscaux différés
Autres débiteurs	867	556	1 481	672	Passifs d'impôts différés
Actifs d'impôts exigibles	0	5	2 725	1 470	PASSIFS NON COURANTS
Autres actifs fiscaux	766	791	1	0	Passifs financiers
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 822	3 402	55	21	Provisions à court terme
			1 257	891	Fournisseurs et autres créditeurs
			1 430	1 363	Dettes fiscales et sociales
			600	621	Produits fiscaux différés
			1 090	422	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	10 830	9 180	4 433	3 318	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	18 043	14 281	18 043	14 281	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 31 décembre 2011 est de 18 M€. La progression de 3,7 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 2,6 M€ en valeur brute et 1,7 M€ en valeur nette. Pour mémoire, en 2010, les montants bruts et nets étaient respectivement de 2,5 M€ et 1,9 M€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc de 1,7 M€ sur la période et ressort à 6 M€ en valeur nette cumulée au 31 décembre 2011 ;
- *Augmentation du poste client de 2 M€* suite au développement du chiffre d'affaires sur la période et à sa reconnaissance tardive au quatrième trimestre 2011, avec notamment des factures à établir pour 2,7 M€ contre 1,5 M€ en 2010 (confère impact sur la trésorerie) ;
- *Stabilité des autres actifs fiscaux* correspondant au crédit d'impôt recherche comptabilisé au titre de 2011 (0,7 M€). A noter que le crédit d'impôt recherche au titre de 2010 (0,7 M€) a été remboursé en octobre 2011 ;
- *Diminution de la trésorerie* (-0,6 M€ par rapport au 31 décembre 2010) qui s'élève à 2,8 M€ au 31 décembre 2011. Cette diminution s'explique essentiellement par une variation négative du BFR sur la période (-1,2 M€ contre -0,2 M€ au 31 décembre 2010) liée à la reconnaissance tardive des revenus au quatrième trimestre 2011 (de facto non encore encaissés à la clôture 2011) et à la distribution de dividendes pour 0,5 M€ en juillet 2011.

Au passif,

- *Renforcement des capitaux propres* de 1,4 M€ suite à l'évolution des résultats du Groupe compensée en partie par la distribution de dividendes au titre de 2010 (0,5 M€) ;
- *Evolution des produits fiscaux différés* courants et non courants pour 0,4 M€. Ces produits correspondent aux montants déclarés au titre du CIR, dont l'impact résultat est différé en IFRS. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous jacents (projets développés et immobilisés) seront amortis. Au titre de 2011, le CIR est de 0,7 M€ et la reprise constatée en résultat de 0,3 M€ ;
- *Augmentation de 0,8 M€ des passifs d'impôts différés* suite à l'immobilisation des frais de développement et à la consommation d'une partie des reports déficitaires de la société française. La position fiscale nette est donc une augmentation de 0,8 M€ des impôts différés passifs, suite à 0,5 M€ liés au retraitement de R&D et 0,3 M€ lié à la consommation des reports déficitaires fiscaux (impôts différés actifs "négatifs"). A noter que la position fiscale différée de la filiale américaine ne peut pas se "netter" avec celle de la France (entité fiscale différente). Les reports fiscaux déficitaires de cette filiale au titre de 2011 ont été activés à hauteur de 0,1 M€, expliquant la variation constatée au niveau des actifs d'impôts différés, à l'actif du Groupe ;
- *Augmentation globale de 1,1 M€ des autres dettes courantes*, suite notamment à l'augmentation des produits constatés d'avance de 0,7 M€ au 31 décembre 2011 par rapport à la clôture 2010.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

	2011	2010	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	2 124	2 706	-582
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-2 289	-1 729	-560
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-415	-20	-395
Variation de trésorerie	-580	957	-1 537

Les flux de trésorerie opérationnels positifs s'expliquent essentiellement par le niveau du résultat annuel. La variation du besoin en fonds de roulement est négative sur la période 2011 de 1,2 M€ sur la période. Les flux d'investissement se composent des frais de développement immobilisés et des remboursements de CIR constatés sur la période. Enfin, les flux de financement correspondent au versement de dividendes et aux opérations effectuées sur les actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2010 : la diminution de trésorerie constatée sur l'exercice 2011 s'explique essentiellement par :

- Une diminution de 0,6 M€ des flux opérationnels, qui provient essentiellement de la variation du BFR, dont l'impact est négatif de 1 M€ au 31 décembre 2011, compensée en partie par les autres variations et retraitements sans impact trésorerie (résultat net -0,2 M€, variation amortissements +0,2 M€, charge d'impôt sans impact de trésorerie +0,4 M€) ;
- Une progression de 0,6 M€ des flux d'investissement (cash out), suite aux acquisitions d'immobilisations corporelles et au remboursement de CIR moins important en 2011 qu'en 2010 (montant du CIR qui diminue légèrement de 0,1 M€ et remboursement en 2010 d'un reliquat de 0,1 M€ de CIR antérieurs, impliquant un impact global de 0,2 M€) ;

- Une progression de 0,4 M€ des flux de financement (cash out) s'expliquant par le premier versement de dividendes de 0,5 M€ en 2011 et par l'impact net des opérations sur actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité, pour un flux positif de 0,1 M€ en 2011.

2.2 Evolutions prévisible et perspective d'avenir

Chiffre d'affaires et commandes

La visibilité en termes de commandes et de chiffre d'affaires est satisfaisante à date. Le développement des ressources et des méthodes commerciales du Groupe (développement du bureau tunisien, nouveaux consultants en Afrique du Sud et Asie, nouvel outil de « crm ») continuera en 2012 afin de renforcer sa présence à l'international. Certaines zones géographiques (Amériques Nord et Sud, Moyen Orient, Russie, Asie du Sud Est...) représentent encore un potentiel de croissance très important.

Le développement des ressources et méthodes commerciales du Groupe, tant en France qu'à l'Export, continuera en 2012 afin de renforcer encore sa présence à l'international, représentant toujours un très fort potentiel. Par ailleurs, son exposition internationale et ses différents canaux de vente (directs et indirects) permettent au Groupe d'être résistant au contexte économique actuel, en profitant de toutes les opportunités de croissance existantes.

Le durcissement continu de l'environnement concurrentiel pour les opérateurs téléphoniques, en France et dans le reste du monde, constitue un facteur clé de croissance pour le Groupe : les efforts en R&D seront poursuivis pour conforter la position actuelle du Groupe (innovation, réactivité et efficacité) et les différents canaux de ventes continueront à se développer, permettant ainsi au Groupe d'être résistant aux aléas économiques actuels, en profitant de toutes les opportunités de croissance existantes.

Efforts en Recherche et Développement

Les exercices antérieurs ont été marqués par le développement de l'édition logicielle axée autour de la technologie brevetée de StreamWIDE Engine®. La technologie StreamWIDE Engine® de la Société est l'une des seules solutions éprouvées qui s'interconnecte directement en voix sur IP aux cœurs de réseaux IP des opérateurs. La technologie StreamWIDE prouve chaque jour sa robustesse sur des plate-formes servant des nombres d'abonnés en forte croissance. La robustesse de l'Engine® a permis à StreamWIDE d'acquérir son image de fiabilité et de qualité, que bon nombre de concurrents lui envient. Sa flexibilité et la capacité d'interagir avec des environnements Web en font une plate-forme parfaitement adaptée aux nouveaux besoins applicatifs des opérateurs télécoms, en particulier dans la perspective de l'évolution de leur réseau vers l'IP/IMS.

Les efforts en Recherche et Développement pour permettre au Groupe de conserver une certaine avance technologique ont été et seront poursuivis au cours de l'exercice 2012. StreamWIDE a considérablement étoffé son catalogue produit. Les produits sont à présent divisés en 6 lignes de produits : Messaging, Charging, Multimedia, Marketing, Joignabilité et Interconnexion. A cela s'ajoute un "Service Creation Environment" (Environnement de Création de Services).

La participation à l'édition 2012 du salon MWC (Mobile World Congress) à Barcelone a permis au Groupe de valider une fois encore sa stratégie d'innovation. Le succès rencontré par les nouveaux produits (notamment StreamWIDE Global Communications) lui permet d'envisager de nouveaux relais de croissance à court et moyen terme, en complément du développement continu des plateformes de messagerie.

Environnement économique et développement des ventes

Le management estime que la situation économique qui crée une forte pression financière sur ses clients opérateurs peut constituer une opportunité pour la Société. Les opérateurs sont plus enclins, dans ce contexte, à trouver des solutions moins chères et plus innovantes telles que celles proposées par StreamWIDE.

Par ailleurs, les succès commerciaux de l'année en cours laissent imaginer qu'un phénomène vertueux peut se mettre en place : bases installées toujours plus importantes, effets d'expérience positifs et réputation mondiale en amélioration constante. Cet effet d'entraînement pourrait s'accroître suite aux difficultés financières importantes rencontrées par les principaux concurrents du Groupe.

3. Activité et situation de la Société en 2011

3.1 Présentation des comptes statutaires au 31 décembre 2011

L'apport partiel d'actifs réalisé fin 2011, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011, ne permet pas de comparer directement les comptes statutaires 2011 et 2010 de la Société. Les commentaires effectués le sont en tenant compte des données financières de la société StreamWIDE France SAS, société bénéficiaire de l'apport, comme si des données "compilées" étaient établies. En revanche, les comptes présentés sont bien ceux de la seule Société StreamWIDE SA.

(En K€)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-11	31-déc.-10	
Immobilisations incorporelles	3	3	267	267	Capital social
Immobilisations corporelles	90	153	5 312	5 312	Réserves
Immobilisations financières	4 737	1 537	3 236	2 520	Report à nouveau
			2	16	Provisions réglementées
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 830	1 693	8 817	8 115	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks			41	57	Provisions
Créances clients	4 808	5 051			
Autres créances	971	1 291	1 106	897	Dettes fournisseurs
			573	1 317	Dettes fiscales et sociales
Valeurs mobilières de placement	53	134	2 464	79	Autres dettes
Trésorerie	2 551	2 718	212	422	Produits constatés d'avance
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 383	9 194	4 396	2 772	TOTAL DETTES
TOTAL ACTIF	13 213	10 887	13 213	10 887	TOTAL PASSIF

Le total bilan au 31 décembre 2011 est de 13,2 M€ en progression de 2,3 M€ par rapport à l'exercice antérieur. Les principales variations sont les suivantes :

A l'actif,

- *Augmentation de 3,2 M€ des immobilisations financières* : le principal impact provient de l'opération d'apport partiel d'actif réalisé fin 2011 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011. En contrepartie des apports effectués (actif net apporté valorisé – en valeur comptable – à 3,1 M€), la Société a été rémunérée sous forme d'augmentation de capital de la société bénéficiaire. Les titres de SteamWIDE France SAS détenus par la Société sont donc valorisés à hauteur de 3,1 M€.
- *Diminution de 0,3 M€ des créances clients* : suite à l'apport partiel d'actif et d'activité d'édition de logiciels en France et en Europe, la Société ne conserve que les contrats commerciaux à portée mondiale (deux essentiellement avec des équipementiers et distributeurs étrangers, dont l'équipementier chinois). Toutes choses égales par ailleurs, le solde client aurait dû être en forte diminution par rapport à 2010, puisque que la Société a transféré à sa filiale française les revenus France et Export à compter du second semestre 2011. La baisse relative de seulement 0,3 M€ au 31 décembre 2011 s'explique donc par la croissance significative des revenus chinois toujours portés par la Société au 31 décembre 2011.
- *Diminution de 0,3 M€ des autres créances*, qui s'explique notamment par le transfert d'activité au second semestre. Les créances fiscales de TVA notamment ont fortement diminué puisque les revenus portés par la Société sont étrangers et ne supportent donc pas de TVA.

- Diminution de 0,1 M€ de la trésorerie, suite notamment à des effets de chiffre d'affaires sans impact cash (facture à établir) plus importants qu'à la clôture de l'exercice précédent et au paiement des dividendes en juillet 2011 (0,5 M€).

Au passif,

- Renforcement des capitaux propres de 0,7 M€ suite au résultat net de la période (1,2 M€) et aux dividendes versés en juillet 2011 (-0,5 M€).
- Augmentation des dettes d'exploitation de 1,6 M€ : le transfert d'activité ayant été réalisé avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011, le traitement de la période intercalaire a nécessité un compte courant entre la Société en qualité de société apporteuse et la société StreamWIDE France SAS en qualité de société bénéficiaire. Ce compte courant est de 2,3 M€ au 31 décembre 2011 et sera apuré dans les mois prochains. Les dettes fiscales et sociales diminuent de 0,7 M€ suite aux transferts de personnel au second semestre de l'exercice dans le cadre de l'apport partiel d'actifs. Les autres variations se compensent et ne sont pas individuellement significatives.

Le résultat net au 31 décembre 2011 ressort positif à 1,2 M€, en augmentation de 0,3 M€ par rapport au résultat 2010. Le compte de résultat simplifié est le suivant :

(En K€)	2011	2010
Ventes de services	7 604	7 623
Ventes de marchandises	574	1 116
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	8 178	8 739
Autres produits	788	420
Achats de marchandises	401	565
Variation de stocks		469
Charges externes	5 190	4 057
Impôts et taxes	140	167
Charges de personnel	2 467	3 355
Dotations aux amortissements	53	113
Dotations aux provisions	10	74
Autres charges	21	31
RESULTAT D'EXPLOITATION	684	328
Produits financiers	119	122
Charges financières	47	44
RESULTAT FINANCIER	72	78
Produits exceptionnels	104	45
Charges exceptionnelles	166	132
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-62	-87
Impôts sur les bénéfices	-535	-558
RESULTAT NET	1 229	877

Les principaux commentaires qui peuvent être faits au titre de l'exercice 2011 sont les suivants :

- *Diminution du chiffre d'affaires de 0,5 M€*, qui s'explique essentiellement par le transfert d'activité au second semestre 2011. En intégrant le chiffre d'affaires réalisé par la société StreamWIDE France SAS, bénéficiaire de l'apport, au titre du second semestre de l'exercice, le chiffre d'affaire global ressort à 10,1 M€ (après retraitement des flux internes entre la Société et la société StreamWIDE France SAS), soit une progression importante de 1,3 M€ entre 2011 et 2010 (confère analyse des revenus dans la note 1.2 – Evénements significatifs intervenus en 2011).
- *Augmentation des autres produits de 0,4 M€* : ces autres produits correspondent aux royalties facturées par la Société aux autres filiales où des ventes de licence logiciels sont constatées. Suite à la création de la société StreamWIDE France SAS et au transfert d'activité France et Europe, un montant de 0,4 M€ de royalties a été facturé au titre de 2011 par la Société. Les royalties envers la filiale américaine restent stables à 0,4 M€ suite à la stabilité du CA licences aux Etats Unis.
- *Diminution des achats de marchandises et variation de stocks*, après un exercice 2010 marqué par des achats et des livraisons significatifs intervenus en début d'exercice dans le cadre d'un contrat avec un client tunisien, éléments non récurrents en 2011 ;
- *Augmentation des charges externes de 1,1 M€*. Après retraitement des flux internes intervenus entre la Société et la société StreamWIDE France SAS, l'augmentation nette est de 0,7 M€ (les flux de refacturations internes entre la Société et la filiale française intègrent notamment une refacturation de 0,3 M€ relative aux frais de développement engagés par la filiale pour le compte du Groupe et de la société mère. De facto, ces frais n'existaient pas en 2010, avant l'apport partiel d'actifs). L'augmentation de 0,8 M€ provient essentiellement des coûts de sous traitance des filiales étrangères (+ 0,4 M€ suite notamment aux embauches réalisées en Roumanie et en Chine) et de la progression des commissions sur ventes et des frais de déplacement, en parallèle de l'évolution des revenus (+0,2 M€ respectivement).
- *Diminution des charges de personnel de 0,9 M€*, suite notamment aux transferts d'activité intervenu au second semestre 2011. Au 31 décembre 2011, le nombre de salariés présents au sein de la Société est de 10 et de 28 au sein de la société StreamWIDE France SAS. Au 31 décembre 2010, la Société comptait 41 personnes dans son ensemble. Par ailleurs, des coûts spécifiques liés à certains départs ont été isolés en charges exceptionnelles de part leur caractère significatif et non récurrent ;
- *Stabilité du résultat financier (72 K€) et du résultat exceptionnel (-62 K€)*.
- *Impact fiscal positif et stable*. L'impact reste positif en 2011 (0,5 M€) dans la mesure où la Société continue de bénéficier notamment d'un crédit d'impôt recherche de 0,7 M€ contre 0,8 M€ au 31 décembre 2010. La réforme du calcul du CIR n'impacte pas la Société car la diminution des frais de fonctionnement (forfait de 50% de la masse salariale déclarée dans l'assiette du CIR contre 75% les années précédentes) est compensée par l'augmentation des dépenses de la filiale roumaine, dont le statut de centre agréé a été reconduit jusqu'au 31 décembre 2013. De part sa position fiscale déficitaire (reports déficitaires de 1,4 M€ fin 2011 contre 2,1 M€ fin 2010), les retenues à la source provenant des paiements reçus de certains pays étrangers restent constatées en charge et ne peuvent pas être imputées car la Société n'est redevable d'aucun impôt. Ces retenues étaient de 0,2 M€ en 2010 contre 0,1 M€ en 2011.

Le résultat d'exploitation ressort positif à 0,7 M€ contre un bénéfice d'exploitation de 0,3 M€ au 31 décembre 2010. Après prise en compte d'un résultat financier positif (0,1 M€), d'un résultat exceptionnel négatif (-0,1 M€) et d'un impact fiscal positif (0,5 M€), le résultat net de la période est un bénéfice de 1,2 M€ contre un bénéfice de 0,9 M€ pour l'exercice 2010.

3.2 Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir de la Société

La Société étant fortement contributive au sein du Groupe, les mêmes commentaires que ceux établis pour le Groupe (confère 2.2) peuvent être repris concernant les évolutions prévisibles et les perspectives de la Société.

4. Informations juridiques

4.1 Filiales et participations

Une nouvelle filiale, StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. Cette société a été créée dans le cadre de l'apport partiel d'actifs, autorisé et approuvé par les assemblées générales du 14 septembre 2011. Cette société est détenue à 100% par la Société StreamWIDE SA, holding du Groupe, et regroupe les activités d'édition de logiciels applicatifs en France et en Europe.

Le périmètre du Groupe n'a pas subi d'autres modifications que celle présentée ci-dessus, et se compose toujours des 3 autres filiales étrangères opérationnelles suivantes au 31 décembre 2011 :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%

Filiale	Pays	% de détention	Valeur brute des titres	
			31-déc.-11	31-déc.-10
StreamWIDE Romania	Roumanie	100%	40 000	40 000
StreamWIDE Beijing	Chine	100%	213 275	213 275
StreamWIDE Inc.	Etats Unis	100%	1	1
StreamWIDE France SAS	France	100%	3 050 518	
Total (en €)			3 303 794	253 276

Par ailleurs, le Groupe dispose également d'un établissement stable en Tunisie depuis le début de l'exercice 2010. Cet établissement stable n'a pas de capital social et a été créé dans le cadre d'un contrat significatif avec un client étatique tunisien. Les données financières relatives à cet établissement sont intégrées directement dans les comptes statutaires de la Société (confère note 3.19 de l'annexe aux comptes sociaux).

4.1.1 Activités des filiales au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons ci-après de l'activité de nos filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

(En euros)	StreamWIDE France	StreamWIDE Romania	StreamWIDE Beijing	StreamWIDE Inc.
Capital	3 050 518	40 000	213 275	1
Capitaux propres	3 201 963	184 410	149 633	-771 867
Résultat Net	150 955	41 713	-12 517	-75 300
CA et autres produits	2 762 234	1 166 451	1 236 283	2 005 680
Avances consenties à la filiale		5 601	41 893	1 332 481
Dépréciation sur avances		-	-	-
Avances reçues de la filiale	2 312 447	-	-	-
Cautions et aval fournis		-	-	-
Dividendes versés		-	-	-

- **StreamWIDE France SAS**

La Société détient 100% du capital de la société STREAMWIDE France SAS, société de droit français créée le 29 juin 2011 au capital de 3.050.518 € dont le siège social est situé 84 rue d'Hauteville 75010 Paris, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 533 297 768. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2011.

La société STREAMWIDE France SAS a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre du premier exercice d'une durée de 6 mois, clos le 31 décembre 2011, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 2.762.234 € et le résultat net est un bénéfice de 150.955 €.

- **StreamWIDE Romania**

La Société détient 100 % du capital de la société STREAMWIDE ROMANIA, SRL de droit roumain, créée en février 2006, au capital de 40.000 €, dont le siège social est situé Bucaresti, Strada Dr. Constantin Istrati nr. 20, Sector 4, immatriculée en Roumanie sous le n° J40/1376/2006. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2011.

La société STREAMWIDE ROMANIA a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications. Elle refacture l'ensemble de ses coûts à la Société dans le cadre d'un contrat de prestations de services.

Au titre de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 1.166.451 € et le résultat net est un bénéfice de 41.713 €.

- **StreamWIDE Beijing Technology Company Limited**

La Société détient 100% du capital de la société, STREAMWIDE Beijing Technology Company Limited, société de droit Chinois (RPC) créée en septembre 2007, au capital de 300.000 USD dont le siège social est situé 1008, Cultural Plaza, 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District Beijing 100872. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2011.

La société STREAMWIDE Beijing Technology Company Limited a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 1.236.283 € et le résultat net est une perte de 12.517 €.

- **StreamWIDE Inc**

La Société détient 100% du capital de la société STREAMWIDE Inc, société de droit Américain créée en juillet 2007, au capital de 1 USD, dont le siège social est situé 9 Polito Avenue, Lyndhurst, NJ 07071, USA. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2011.

La société STREAMWIDE Inc. a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 2.005.680 € et le résultat net est une perte de 75.300 €.

4.1.2 Etat et évolution des participations

Néant.

4.1.3 Création de filiales ou prises de participation au cours de l'exercice écoulé

Comme indiqué précédemment, nous vous indiquons que la Société a procédé à la création d'une nouvelle filiale (StreamWIDE France SAS) au cours du premier semestre 2011. Le capital de cette nouvelle société est de 3.050.518 €, après augmentation de capital rémunérant l'apport partiel d'actifs réalisé par la Société, qui détient 100% de cette nouvelle société.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.232-6 du Code de commerce, nous vous rappelons que votre Société n'a pris aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

4.2 Activité en matière de Recherche et Développement au sein de la Société et du Groupe

4.2.1 Au sein de la Société

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, la Société a engagé, au cours de l'exercice 2011, des frais directs (salaires, amortissements, honoraires juridiques et sous-traitance R&D aux filiales) en matière de recherche et développement à concurrence de 3.238.862,90 euros.

La Société ne retient pas la méthode préférentielle d'activation de ces frais de R&D dans ses comptes statutaires. En revanche, les critères d'activation de ces dépenses étant tous satisfaits, il est activé, au titre de l'exercice 2011, dans les comptes consolidés du Groupe, un montant brut de 2.593.434 €. Pour rappel, le montant activé au titre de l'exercice 2010 était de 2.481.807 €.

Il est rappelé que la Société devrait bénéficier d'un crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2011. Au 31 décembre 2011, une provision a été enregistrée à hauteur de 706.227 € (contre 745.137 € en 2010). La créance au titre de l'exercice 2010 a été remboursée par l'Etat en octobre 2011.

4.2.2 Au sein du Groupe

Il existe au sein du Groupe des conventions et accords de sous-traitance relatifs à la Recherche et Développement effectuée par les différentes filiales au profit du Groupe. Les dépenses de Recherche et Développement engagées par les filiales au profit du Groupe sont les suivantes au titre de l'exercice 2011 :

- StreamWIDE Inc : 491.195 €
- StreamWIDE Romania : 1.130.128 €
- StreamWIDE Beijing : 1.243.603 €
- StreamWIDE France : 368.937 € (pour 6 mois d'exploitation)

Ces différents montants, dans le cadre de conventions, sont refacturés à la Société. A noter également que la filiale roumaine bénéficie d'un agrément pour les 3 prochains exercices (2011, 2012 et 2013) et que les dépenses qu'elles engagent au titre de la R&D sont prises en compte dans la détermination du crédit d'impôt recherche de la Société.

4.3 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal en regard de l'article 39-4 du même code.

4.4 Administration et contrôle de la Société

4.4.1 Mandats et fonctions des mandataires sociaux exercés au cours de l'exercice 2011

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats exercés dans toute société
Pascal BEGLIN	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Président Directeur Général	- Président et administrateur de StreamWIDE Romania, - Président de StreamWIDE Beijing, - Président et	-

				administrateur de StreamWIDE Inc.	
Lilian GAICHIES	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Directeur Général Délégué Administrateur	- Administrateur de StreamWIDE Beijing, - Directeur Général et administrateur de StreamWIDE Inc.	-
Zakaria NADHIR	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Administrateur		-

4.4.2 Termes des mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes

Nous vous rappelons que :

- les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES et Zakaria NADHIR, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, et
- les mandats des sociétés ERNST AND YOUNG ET AUTRES, commissaire aux comptes titulaire, et AUDITEX, commissaire aux comptes suppléant, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

4.4.3 Modalités d'exercice de la direction générale

Le conseil d'administration en date du 23 août 2007 a décidé (i) de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général de la Société et (ii) de nommer Monsieur Pascal BEGLIN en qualité de Président du conseil d'administration et de Directeur général et Monsieur Lilian GAICHIES en qualité de Directeur Général Délégué de la Société.

Depuis cette date, Monsieur Pascal BEGLIN, Président Directeur Général, assume la direction générale de la Société.

4.4.4 Quitus

Nous vous demandons de bien vouloir donner quitus aux administrateurs de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

4.5 Dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices, les distributions de dividendes ont été les suivantes :

- Exercice 2008 : néant
- Exercice 2009 : néant
- Exercice 2010 : dividende par action de 0,19 €, soit un montant total de 508.076 €, mis en paiement le 8 juillet 2011.

4.6 Proposition d'affectation du résultat

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et amortissements, les comptes annuels de la société qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice net comptable de 1.228.606 €.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat bénéficiaire comme suit :

- A hauteur de 534.817 € en distribution aux actionnaires,
- Le solde, soit 693.789 € au poste "report à nouveau".

En conséquence, compte tenu des 2.674.085 actions composant le capital social de la Société, la distribution proposée aux actionnaires correspondrait à un dividende par action de 0,20 €.

Les dividendes seraient payables au siège social de la Société dans les délais légaux.

Il est précisé que les dividendes distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont éligibles à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3.2° du Code Général des Impôts, dont peuvent bénéficier les personnes physiques domiciliées en France, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire prévu à l'article 117 quater du Code Général des Impôts.

Dans le cas où, lors de la mise en paiement du dividende, la Société détiendrait certaines des propres actions, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés, en raison de cette auto-détention, seraient affectés au compte "report à nouveau".

4.7 Tableau récapitulatif des résultats au cours des 5 derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices clos est présenté ci-dessous :

(En €)	31-déc.-07	31-déc.-08	31-déc.-09	31-déc.-10	31-déc.-11
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital	117 334	267 408,5	267 408,5	267 408,5	267 408,5
Nombre d'actions ordinaires	117 334	2 674 085	2 674 085	2 674 085	2 674 085
Nombre d'actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par souscription de droits	-	-	-	-	-
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'Affaires HT	6 582 539	5 418 226	6 721 919	8 739 110	8 178 161
Résultat avant impôts, participation amortissements et provisions	1 960 421	-1 147 708	-789 064	441 242	753 561
Impôts sur les bénéfices	196 895	-789 677	-804 722	-558 449	-535 045
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation amortissements et provisions	1 671 424	-505 315	-181 355	876 861	1 228 606
Résultat distribué (*)	-	-	-	508 076	534 817
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts et participation mais avant amortissements et provisions	0,74	-0,13	ns	0,37	0,48
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	0,7	-0,19	-0,07	0,33	0,46
Résultat par action distribué (*)				0,19	0,20
EFFECTIFS					
Effectif moyen des salariés	36	48	42	41	27
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 757 894	2 540 674	2 397 262	2 289 095	1 693 504
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					

* en attente de la décision de l'AG

5. Autres informations

5.1 Analyse objective et exhaustive des l'évolution des affaires, des résultats, de la Société et du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires comportant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

Les principales caractéristiques de notre activité sont les suivantes:

- une augmentation du chiffre d'affaires de la Société (incluant les revenus de la filiale française créée en 2011 par apport partiel d'actifs) de 1,3 M€ et une augmentation de celui du Groupe (+12% à 11,5 M€ au 31 décembre 2011) ;

- un résultat net social de 1.379 K€ (incluant celui de la filiale française sur 6 mois 2011) en augmentation de 502 K€ sur la période et un résultat net consolidé de 1.834 K€ contre 1.998 K€ au 31 décembre 2010 ;
- un endettement nul aussi bien au niveau de la Société que du Groupe ;
- une situation financière saine, compte tenu de la trésorerie disponible au 31 décembre 2011 au niveau du Groupe (2,8 M€).

5.2 Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphoniques. Par ailleurs, le chiffre d'affaires progressant, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.
- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible. Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes auprès de l'APP à Paris sont respectées au sein du Groupe.
- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de taille réduite par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables en France et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situation contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés annuels 2011.

- *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères pourraient devenir significatifs à partir de l'exercice 2012 (nouveaux clients facturés en dollars et besoins de trésorerie de la filiale américaine en nette diminution). Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 31 décembre 2011, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine, notamment en ces périodes de tensions financières sur les différents marchés mondiaux.
- *Risque de taux* : au 31 décembre 2011, la Société et le Groupe n'ont contracté aucune dette financière ou emprunt bancaire leur faisant encourir un quelconque risque de taux.
- *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. L'évolution du poste client et de sa structure en 2011 démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. La progression des créances clients au 31 décembre 2011 provient essentiellement des écritures de régularisations de fin de période et d'une reconnaissance tardive de revenus au quatrième trimestre 2011. Aucun risque structurel n'est identifié au 31 décembre 2011.
- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2011, seuls des comptes à termes à rendement garanti sont utilisés.

5.3 Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société et par le Groupe

Au cours de l'exercice 2011, la Société et le Groupe n'ont pas utilisé d'instruments financiers tels que des instruments de couverture de change ou autres instruments dérivés.

5.4 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous communiquons dans les tableaux ci-dessous la composition des dettes fournisseurs par date d'échéance aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 :

Dettes fournisseurs 31 décembre 2010

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	381	135	233	13	
Fournisseurs immobilisations	13		13		
Factures non parvenues	517	517			
Dettes fournisseurs	911	652	246	13	0
		72%	27%	1%	0%

Dettes fournisseurs 31 décembre 2011

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	804	719	75	10	
Fournisseurs immobilisations	1		1		
Factures non parvenues	425	425			
Dettes fournisseurs	1 230	1 144	76	10	0
		93%	6%	1%	0%

5.5 Informations sociales et environnementales

5.5.1 Informations sociales

(a) Pour la Société

L'évolution des effectifs de la Société est la suivante:

- 31 décembre 2009 : effectif de 42 personnes dont un contrat non cadre
- 31 décembre 2010 : effectif de 41 personnes dont deux contrats non cadre
- 31 décembre 2011 : effectif de 10 personnes

En intégrant les effectifs transférés à la société StreamWIDE France SAS; bénéficiaire de l'apport partiel d'actifs réalisé par la Société, les effectifs globaux sont de 38 personnes au 31 décembre 2011.

A périmètre constant, les effectifs de la Société restent quasi stables sur la période même si une légère diminution est constatée au second semestre de l'exercice.

(b) Pour le Groupe

Au niveau du Groupe, les effectifs moyens, en équivalent temps plein, sont les suivants au cours de l'exercice 2011 :

- StreamWIDE SA et France : 41 personnes
- StreamWIDE Romania : 33 personnes
- StreamWIDE Beijing : 31 personnes
- StreamWIDE Inc. : 15 personnes

5.5.2 Informations environnementales

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

5.6 Conventions relevant des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

Pour mémoire, dans le but d'harmoniser les modalités économiques et financières des relations intragroupes, la maison mère et les différentes filiales du Groupe ont conclu différents types d'accords, classiques dans le cadre des relations intra sociétés au sein d'un même Groupe :

- *StreamWIDE Romania* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe
- *StreamWIDE Beijing* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de coopération commerciale, et accord de consulting dans les solutions techniques et stratégiques proposées par le Groupe
- *StreamWIDE Inc.* : accord de coopération commerciale et de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de fourniture de licences logicielles et de distribution
- *StreamWIDE France SAS* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche et Développement du Groupe (contrat de prestations), accord de fourniture de licences logicielles et de distribution, contrat de prestations de services, contrats de sous locations, convention de trésorerie centralisée.

Ces différents accords donnent lieu à une facturation mensuelle ou trimestrielle de la part des filiales envers la maison mère du Groupe, pour rémunération des services rendus. Ces différents flux sont annulés en consolidation et n'impactent en rien les flux et soldes présentés dans les comptes consolidés du Groupe (cf note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés annuels).

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées à la Société ou au Groupe n'a été recensée au cours des périodes présentées.

Conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce

Au cours de l'exercice 2011 et antérieurement, aucune convention visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce n'a été passée par la Société ou exécutée par elle.

Aucune convention n'a été conclue avec les dirigeants ou les actionnaires disposant de plus de 10% des droits de vote.

Les conventions avec les différentes filiales du Groupe sont considérées comme des conventions courantes, conclues à des conditions normales de marché.

5.7 Evénements postérieurs à la clôture annuelle

Aussi bien au sein de la Société que du Groupe, aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture annuelle et la date d'examen des comptes consolidés et annuels, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes présentés et arrêtés au 31 décembre 2011.

Le 28 février 2012, la Société a conclu un contrat de prêt avec la banque HSBC, banque principale du Groupe, pour un montant de 900.000 €, au taux fixe de 3,5% sur une durée de 5 ans. Les conditions d'un éventuel remboursement anticipé ont été favorablement négociées avec l'établissement prêteur.

5.8 Opérations sur titres

5.8.1 Informations relatives aux programmes de rachat d'actions par la société de ses propres actions

Nous vous rappelons que les Assemblées Générales Ordinaires des actionnaires de la Société en date du 29 juin 2009 et du 20 juin 2011 ont autorisé la Société à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions des articles L.225-206 II, L. 225-208, L.225-209-1 et suivants du Code de commerce. Ainsi, la Société a mis en place un contrat de liquidité qui s'inscrit dans le cadre du programme de rachat d'actions. Les moyens affectés au compte de liquidité pour la mise en œuvre de ce contrat s'élevaient initialement à 100.000 €. Un apport complémentaire de 30.000 € a été effectué en octobre 2010.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les opérations réalisées par la Société dans le cadre du contrat de liquidité et intervenues au cours de l'exercice 2011 :

Type opération	Nombre de titres	Cours moyen des transactions	Montant en €
Achat	10.212	9,07	92.600
Vente	19.127	8,47	162.048

Au 31 décembre 2011, la Société dispose de 6.150 actions valorisées aux cours historiques d'acquisition à 53.110 €. Au cours de clôture du 31 décembre 2011 (9,65 €), la valorisation est de 59.347,5 €. Ces actions représentent 0,23% du capital de la Société.

La Société n'a utilisé aucune de ses actions en dehors du contrat de liquidité. Aucune réallocation n'a été effectuée.

5.8.2 Éléments de calculs et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital

Néant.

5.8.3 *État de la participation des salariés au capital social*

En outre, conformément aux articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune opération relative à des attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société n'a été ouverte au cours de l'exercice.

Nous vous précisons que le pourcentage de détention de la Société par les salariés (y compris Monsieur Zakaria NADHIR) est de 10 % du capital.

Nous joignons au présent rapport le rapport spécial établi en application des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce.

Concernant les contrats d'intéressement et de participation, seul un accord d'intéressement est en vigueur au sein de la Société depuis l'exercice 2009. Cet accord a une durée de 3 ans et couvre donc les exercices 2009, 2010 et 2011. Les résultats 2010 ont permis pour la première fois le versement d'un intéressement aux salariés. Celui-ci est intervenu en juillet 2011 pour un montant global de 43.504 €. Au titre de l'exercice 2011, un montant de 65.182 € a été provisionné au 31 décembre 2011.

5.8.4 *Opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs*

Par ailleurs, conformément à l'article L.621-18 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous indiquons ci-après les opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs sur les titres de la Société, au cours de l'exercice 2011 :

- Pascal BEGLIN, Président Directeur Général
 - Janv. 2011 : 1 achat - total 70 actions au prix unitaire moyen de 8,70 €
 - Fév. 2011 : 1 achat - total 792 actions au prix unitaire moyen de 8,06 €
 - Août 2011 : 1 achat - total 178 actions au prix unitaire moyen de 9,12 €
 - Sept. 2011 : 1 achat - total 194 actions au prix unitaire moyen de 8,41 €
 - Oct. 2011 : 1 achat - total 204 actions au prix unitaire moyen de 8,00 €
 - Déc. 2011 : 1 achat - total 82 actions au prix unitaire moyen de 7,91 €

Au total, 1.520 actions ont été acquises au prix unitaire moyen de 8,24 €

- Lilian GAICHIES, Directeur Général Délégué
 - Fév. 2011 : 1 achat - total 250 actions au prix unitaire moyen de 7,90 €
 - Sept. 2011 : 2 cessions - total 750 actions au prix unitaire moyen de 8,55 €
 - Oct. 2011 : 3 cessions - total 15.000 actions au prix unitaire moyen de 8,00 €
 - Nov. 2011 : 2 cessions - total 1.000 actions au prix unitaire moyen de 8,00 €
 - Déc. 2011 : 1 achat - total 216 actions au prix unitaire moyen de 7,91 €

Au total, 466 actions ont été acquises au prix unitaire moyen de 7,90 € et 16.750 actions ont été cédées au prix unitaire moyen de 8,02 €.

5.9 Informations concernant la répartition du capital et les actions d'auto contrôle

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2011 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
Pascal BEGLIN	51,7 %	56,6 %
Lilian GAICHIES	20,5 %	22,6 %
Zakaria NADHIR	6,9 %	7,6 %
Salariés de la Société	3,1 %	3,4 %
Public	17,8 %	9,8 %

Par ailleurs, la Société a été informée par la société NextStage du franchissement du seuil de 5% de détention de son capital, en date du 23 décembre 2011, informations requises au titre de l'article L.233-7 du Code de commerce.

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double. Ainsi, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 2.186.407 au 31 décembre 2011. Le nombre de droit de vote est donc de 4.860.492 au 31 décembre 2011.

5.10 Avis donné à une autre société par actions que la Société détient plus de 10% de son capital

Néant.

5.11 Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées

Néant

5.12 Délégations au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Conformément à l'article L.225-100 al.4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les délégations de pouvoirs accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au conseil d'administration en matière d'augmentations de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce :

Autorisations en cours de validité	Durée de validité	Plafond	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres [AGE 20 juin 2011]	15 mois	5.000.000 €	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription [AGE 20 juin 2011]	26 mois	53.450 € en nominal	-

Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription [AGE 20 juin 2011]	26 mois	53.450 € en nominal	-
Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale [AGE 20 juin 2011]	26 mois	15% de l'émission initiale	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés ou mandataires sociaux de la Société ou certaines catégories d'entre eux [AGE 29 juin 2009]	38 mois	10% du capital social	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de consentir des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise au profit de salariés et/ou dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés [AGE 29 juin 2009]	38 mois	2.500 €	-

5.13 Rapport du Commissaire aux comptes

Votre Commissaire aux comptes vous fera part dans son rapport sur les comptes annuels et consolidés, dont lecture va vous être donnée en suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur lesdits comptes qui vous sont présentés.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous remercions de bien vouloir approuver les résolutions qui vous sont proposées.

5.14 Présentation des résolutions présentées à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 22 juin 2012

A titre ordinaire,

Première résolution – Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 déc. 2011

Deuxième résolution – Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 déc. 2011

Troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice écoulé

Quatrième résolution – Quitus aux administrateurs

Cinquième résolution – Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

Sixième résolution – Approbation des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts

Septième résolution – Autorisation à conférer au conseil d'administration pour procéder au rachat d'actions de la Société

A titre extraordinaire,

Huitième résolution – Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existante ou à émettre

Neuvième résolution – Autorisation conférée au conseil d'administration d'annuler tout ou partie des actions achetées par la Société

Dixième résolution - Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital social par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfiques ou autres

Onzième résolution – Pouvoirs en vue des formalités

Paris, le 21 mars 2012
Le Conseil d'Administration

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
 À L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
 EN DATE DU 22 JUIN 2012
 SELON LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.225-184 ET L.225-197-4 DU CODE DE
 COMMERCE**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport établi par votre Conseil d'administration vous rendant compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce relatifs aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société.

Nous vous informons des opérations intervenues relatives (i) aux options d'achats ou de souscription d'actions et (ii) aux attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et depuis la clôture de l'exercice.

1. Options d'achats ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et depuis la clôture de l'exercice

1.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

1.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

2. Attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et depuis la clôture de l'exercice

2.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

2.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

Le conseil d'administration

StreamWIDE
Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société StreamWIDE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés mentionne le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à valider, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.
- La note 4.5 de l'annexe aux comptes consolidés décrit les principes de comptabilisation des frais de recherche et développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode comptable utilisée et de sa correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 3 mai 2012

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Any Antola

StreamWIDE
Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société StreamWIDE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 1.2 de l'annexe concernant l'apport partiel d'actif réalisé par StreamWIDE au profit de StreamWIDE S.A.S. France avec effet au 1er juillet 2011.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Chiffre d'affaires

La note 2.8 de l'annexe mentionne le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à valider, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense, le 3 mai 2012

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Any Antola

StreamWIDE

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 3 mai 2012

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Any Antola

Groupe STREAMWIDE - Comptes consolidés annuels - 31 décembre 2011

• **Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2011
et 31 décembre 2010**

en €	31-déc-11	31-déc-10	Note
Licences	7 274	5 712	
Maintenance	2 351	1 988	
Prestations de services	1 039	1 414	
Ventes tiers	796	1 108	
Chiffre d'affaires	11 460	10 222	7.1
Autres produits de l'activité	9	2	
Subventions	3	6	
Achats et variations de stocks	-747	-1 209	7.3
Charges externes	-2 793	-2 221	7.3
Impôts et taxes	-247	-246	
Charges de personnel	-4 130	-3 683	7.2
Dotations aux amortissements	-1 091	-623	
Dotations nettes aux provisions	4	-74	
Autres produits d'exploitation	294	150	7.4
Autres charges d'exploitation	-5	-4	
Résultat opérationnel courant	2 757	2 320	
Autres produits opérationnels	0		
Autres charges opérationnelles	-218		7.4
Résultat opérationnel	2 539	2 320	
Produits de trésorerie et d'équivalents	36	16	
Coût financier Brut	0		
Coût financier Net	36	16	7.5
Autres produits financiers	149	166	7.5
Autres charges financières	-71	-67	7.5
Charge d'impôts	-819	-437	7.6
Résultat net des activités poursuivies	1 834	1 998	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	1 834	1 998	
Part du Groupe	1 834	1 998	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
Résultat de base par action	0,69	0,75	7.7
Résultat dilué par action	0,69	0,75	7.7

• Etats de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Note
Immobilisations incorporelles	5 955	4 232	8.1
Immobilisations corporelles	403	228	8.2
Autres actifs financiers	243	155	8.3
Actifs d'impôts différés	612	486	8.4
ACTIFS NON COURANTS	7 213	5 101	
Stocks	0	0	8.5
Créances clients	6 375	4 426	8.5
Autres débiteurs	867	556	8.5
Actifs d'impôts exigibles	0	5	8.5
Autres actifs fiscaux	766	791	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 822	3 402	8.6
ACTIFS COURANTS	10 830	9 180	
TOTAL ACTIFS	18 043	14 281	
Capital	267	267	
Primes	5 285	5 285	
Réserves consolidées	3 552	2 065	
Titres auto détenus	-53	-122	
Résultat net part du Groupe	1 834	1 998	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	0	0	
CAPITAUX PROPRES	10 885	9 493	8.7
Passifs financiers	0	0	
Provisions à long terme	44	32	8.9
Produits fiscaux différés	1 200	766	8.10
Passifs d'impôts différés	1 481	672	8.10
PASSIFS NON COURANTS	2 725	1 470	
Passifs financiers	1	0	
Provisions à court terme	55	21	8.8
Fournisseurs et autres créditeurs	1 257	891	8.10
Dettes fiscales et sociales	1 430	1 363	8.10
Produits fiscaux différés	600	621	8.10
Produits constatés d'avance	1 090	422	8.10
PASSIFS COURANTS	4 433	3 318	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	18 043	14 281	

- **Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010**

En K€	31-déc-11	31-déc-10
Résultat Net	1 834	1 998
Ecarts de conversion	-25	-69
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies		
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-25	-69
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	1 809	1 929

- **Variations des capitaux propres aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Minoritaires	TOTAL
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2009	267	5 285	-69	2 074	30	8	7 595		7 595
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-54	34			-20		-20
Dividendes									
Résultat Global				1 998	-69		1 929		1 929
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-11	-11		-11
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2010	267	5 285	-123	4 106	-39	-3	9 493	0	9 493
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			70	24			94		94
Dividendes				-508			-508		-508
Résultat Global				1 834	-25		1 809		1 809
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-3	-3		-3
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2011	267	5 285	-53	5 456	-64	-6	10 885	0	10 885

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010**

(En K€)	31-déc.-11	31-déc.-10
Résultat Net consolidé	1 834	1 998
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>		
Dotations aux amortissements	1 090	623
Variation des provisions	-4	74
Plus ou moins value de cession		
Autres produits / charges calculés	-330	-231
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	2 590	2 464
Coût de l'endettement financier net	-36	-16
Charge d'impôts sur le résultat	819	437
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	3 373	2 885
Variation actifs	2 262	-230
Variation passifs	-1 013	409
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	-1 249	-179
Impôts versés		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	2 124	2 706
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 944	-2 605
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles		
Variation immobilisations financières	-88	-8
Cession d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consentis		
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (*)	743	884
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-2 289	-1 729
Augmentation (diminution) de capital		
Augmentation (diminution) des emprunts		
Intérêts financiers nets versés		
Dividendes versés	-508	
Rachats et reventes d'actions propres	93	-20
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-415	-20
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-580	957
Trésorerie début de période	3 402	2 445
Trésorerie fin de période	2 822	3 402

(*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés sur les périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est un éditeur de logiciels qui conçoit, développe et commercialise des logiciels de services à valeur ajoutée à l'adresse des opérateurs de télécommunication fixes et mobiles du monde entier. Basé à Paris (France), avec des filiales aux USA, en Chine et en Roumanie, StreamWIDE se consacre au développement de solutions techniques comme la messagerie unifiée et convergente, les services de taxation, l'environnement de créations de services vocaux et vidéos interactifs, les systèmes de délivrance de sonneries personnalisées ou encore les solutions de Proxy. Grâce à sa technologie software de Nouvelle Génération et à son engagement en faveur de la recherche et développement, le Groupe permet aux opérateurs télécoms de déployer des applications à la demande et de réduire considérablement leur coût total de propriété ainsi que les délais de mise sur le marché.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché NyseAlternext de NyseEuronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2011 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 21 mars 2012.

2. Evénements significatifs de la période

Evolution du chiffre d'affaires

Dans un contexte économique 2011 difficile, le chiffre d'affaires annuel du Groupe augmente de 1,2 M€ (+12%), soutenu par une forte reprise de l'activité au second semestre de l'exercice (+19,8% contre +4% au premier semestre 2011).

Les revenus clés du Groupe (licences et maintenances) progressent de près de +25%, traduisant la confiance des clients historiques dans les technologies du Groupe mais également la conquête de nouveaux clients (11 nouveaux clients parmi les 20 les plus significatifs en 2011). Les ventes de licences sont en croissance de +27% en 2011 et devraient ainsi assurer au Groupe des revenus de maintenance futurs, récurrents par nature, toujours plus importants. Ces derniers augmentent par ailleurs de +18% en 2011 et représentent désormais 21% des revenus totaux.

Les prestations de services et les ventes tierces diminuent ensemble de 0,7 M€ pour atteindre 1,8 M€ en raison notamment d'effets de base négatifs en 2010 (migrations de plateformes et volumes de matériels significatifs, non récurrents par nature).

Si le premier semestre de l'exercice a été marqué par un chiffre d'affaires « France » en forte progression (+28%), le second est caractérisé par une croissance très significative des revenus « Export » (+40% sur le second semestre et +23% sur l'année), provenant essentiellement d'accords de partenariats et de distributions indirectes. A ce titre, les revenus chinois, multipliés par 3 en 2011, représentent près de 25% des revenus 2011, contre 9% en 2010.

Le développement des ressources et méthodes commerciales du Groupe, tant en France qu'à l'Export, continuera en 2012 afin de renforcer encore sa présence à l'international, représentant toujours un très fort potentiel. Par ailleurs, son exposition internationale et ses différents canaux

de vente (directs et indirects) permettent au Groupe d'être résistant au contexte économique actuel, en profitant de toutes les opportunités de croissance existantes.

Le durcissement continu de l'environnement concurrentiel pour les opérateurs téléphoniques constitue un facteur clé de croissance pour StreamWIDE. Ainsi, en 2012, les efforts en R&D seront maintenus au même niveau qu'en 2011 (près de 23% des revenus) afin de conforter la position actuelle du Groupe dans les services à valeur ajoutée : innovation, réactivité et efficacité.

Evolution des résultats

Les résultats du Groupe au 31 décembre 2011 sont en ligne avec les attentes. Le résultat opérationnel courant est de 2,7 M€ contre 2,3 M€ au 31 décembre 2010 et le résultat net ressort positif à 1,8 M€, contre 2,0 M€ un an auparavant, suite notamment à une charge fiscale de 0,8 M€ contre une charge de 0,4 M€ en 2010 (confère paragraphe ci dessous).

Les principales variations sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires progresse de 1,3 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes augmentent de 0,8 M€ sur la période et ressortent à 8,7 M€ ;
- *Le résultat opérationnel courant progresse ainsi de 0,4 M€ par rapport à l'exercice précédent (+ 19%). La marge opérationnelle est de 24% en 2011 contre 22,7% en 2010 ;*
- Des charges non récurrentes (coûts salariaux spécifiques liés à certains départs, honoraires juridiques liés à ces procédures et honoraires liés à l'opération d'apport partiel d'actifs) ont été constatées pour 0,2 M€ ;
- Le résultat financier reste stable à hauteur de 0,1 M€ ;
- Le résultat fiscal ressort négatif à hauteur de 0,8 M€, contre une charge nette de seulement 0,4 M€ en 2010 car les effets d'imposition différée sont de plus en plus négatifs pour le Groupe (diminution des IDA car consommation des reports déficitaires fiscaux français et stabilité des IDP suite à l'activation récurrente des frais de recherche et développement). Par ailleurs, au premier semestre 2010, l'activation des reports déficits américains avait conduit à reconnaître un produit fiscal futur de 0,5 M€, non récurrent en 2011 ;
- *Le résultat net ressort donc positif à 1,8 M€ contre 2,0 M€ à la clôture précédente.*

Conjoncture internationale

Le Groupe a fait face au premier semestre 2011, notamment dans les pays nord-africains et au Moyen-Orient, à un contexte local troublé et donc générateur de retards dans les projets. Le début d'année 2012 est marqué par une reprise de certains projets et par de nouveaux projets porteurs, notamment en Amérique du Sud.

Apport Partiel d'Actif

L'opération d'apport effectuée en juillet 2011 s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation juridique et opérationnelle des activités du groupe StreamWIDE. Cet apport a permis à la Société d'isoler ses activités opérationnelles de celles de holding du Groupe et de coordination internationale. Cet apport a été autorisé par le conseil d'administration de la Société en date du 29 juillet 2011, avec effet au 1^{er} juillet 2011.

Distribution de dividendes

L'Assemblée Générale du 20 juin 2011 a approuvé une distribution de dividende à hauteur de 0,19 euros par action (soit un montant global de 0,5 M€ versé en juillet 2011). C'est la première fois que la Société distribue des dividendes depuis son introduction en bourse le 16 novembre 2007.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés annuels du groupe StreamWIDE arrêtés au 31 décembre 2011 ont été établis conformément au référentiel IFRS ("*International Financial Reporting Standards*") publié par l'IASB ("*International Accounting Standard Board*") au 31 décembre 2011 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2011

Les nouvelles normes et amendements aux normes existantes, entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2011 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes, ont été appliqués.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2011. Le Groupe n'applique pas les textes n'ayant pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date de clôture de la période présentée.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé permet de conserver une présentation des résultats proche de celle antérieurement retenue dans le référentiel français.

Par ailleurs, le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 31 décembre 2011, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 31 décembre 2011 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY et Roumanie – RON).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à IAS 20 "Subventions et

aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 31 décembre 2011, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Stocks et encours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO ("first in first out") et de la valeur nette de réalisation.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers ne sont composés que des découverts bancaires ponctuels.

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2011, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des prêts ou emprunts, ni à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Droit Individuel de Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2011, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites n'a cours au sein du Groupe.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Economique Territoriale (CET), introduite par la Loi de Finances 2010 et réformant la Taxe professionnelle (TP), est composée de deux éléments : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que ces deux taxes étaient des charges opérationnelles comme l'était auparavant la taxe professionnelle et non des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révise ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		12.2011	12.2010	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Maior Racoteanu Ion, nr. 6 Sector 3 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING STREAMWIDE TECHNOLOGY	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud). Elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100%. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France et en Europe (confère "événements significatifs de la période").

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Licences	7 274	5 712	1 562
Maintenance	2 351	1 988	363
Prestations de services	1 039	1 414	-375
Ventes Tiers	796	1 108	-312
TOTAL Chiffre d'Affaires	11 460	10 222	1 238
Autres produits	9	2	7
Subventions	3	6	-3
Produits des activités ordinaires	12	8	4

Dans un contexte économique 2011 difficile, le chiffre d'affaires annuel du Groupe augmente de 1,2 M€ (+12%), soutenu par une forte reprise de l'activité au second semestre de l'exercice (+19,8% contre +4% au premier semestre 2011).

Les revenus clés du Groupe (licences et maintenance) progressent de près de +25%, traduisant la confiance des clients historiques dans les technologies du Groupe mais également la conquête de nouveaux clients (11 nouveaux clients parmi les 20 les plus significatifs en 2011). Les ventes de licences sont en croissance de +27% en 2011 et devraient ainsi assurer au Groupe des revenus de maintenance futurs, récurrents par nature, toujours plus importants. Ces derniers augmentent par ailleurs de +18% en 2011 et représentent désormais 21% des revenus totaux.

7.2 Charges de personnel

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Salaires et traitements	3 025	2 736	289
Charges sociales	1 105	947	158
Avantages du personnel			
TOTAL Charges de Personnel	4 130	3 683	447

En ETP	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Cadres	118	103	15
Non Cadres	2	4	-2
TOTAL Effectif	120	107	13

Les coûts de certains salariés directement concernés et rattachés aux projets de développement sont activés au 31 décembre, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant immobilisé au 31 décembre 2011 représente 2,6 M€, contre 2,5 M€ au 31 décembre 2010. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, progressent sur la période de 0,4 M€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet volume puisqu'au 31 décembre 2011, l'effectif moyen équivalent temps plein est de 120 personnes, soit une progression de 13 personnes par rapport à l'exercice 2010.

Les principales embauches "nettes" ont eu lieu en Roumanie (+ 6 personnes) et en Chine (+ 5 personnes). Les effectifs français augmentent de 2 personnes en équivalent temps plein à fin 2011 mais les départs prévus début 2012 permettront de stabiliser les effectifs et de maîtriser la masse salariale de sociétés françaises.

7.3 Autres charges externes

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Achats de marchandises	747	739	8
Variations de stock	0	470	-470
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	747	1 209	-462
Achats études et prestations de services	124	153	-29
Achats non stockés de marchandises	48	101	-53
Sous traitance	323	162	161
Locations et charges locatives	518	498	20
Entretiens, réparations et maintenance	38	30	8
Assurances	53	55	-2
Commissions et honoraires	496	356	140
Publicités, exposition et insertions	192	175	17
Transports, déplacements et missions	649	497	152
Affranchissements et télécoms	176	116	60
Redevances	25	34	-9
Autres	151	44	107
TOTAL CHARGES EXTERNES	2 793	2 221	572

Aucune variation de stocks n'est constatée au 31 décembre 2011, à la différence de l'exercice 2010 où des livraisons significatives de matériels stockés fin 2009 avaient été effectuées.

Les autres charges externes augmentent de 572 K€ sur la période suite notamment :

- à des frais de sous-traitance spécifiques : frais récurrents de sous-traitance informatique (licences informatiques acquises auprès de tiers) dans le cadre de la mise en production de nouvelles plateformes ;
- aux honoraires et commissions qui progressent de 140 K€ sur l'exercice : les honoraires juridiques liés aux dépôts de brevets sont en augmentation marquée sur la période suite à la volonté du Groupe de déposer de plus en plus de brevets pour valider sa démarche

R&D ; les commissions sur ventes progressent également suite aux développements de certaines ventes à l'export ;

- aux frais de transports et de déplacements plus importants en 2011 suite à une prospection commerciale plus développée, plus importante et plus régulière que les années précédentes ;
- à des frais spécifiques « autres charges externes » relatifs notamment aux recrutements effectués en Chine et au déménagement des bureaux de la filiale américaine.

Outre les charges directement liées au développement de l'activité, les autres dépenses restent stables, ce qui démontre la capacité du Groupe à maîtriser correctement ces coûts dans un contexte de croissance importante des revenus.

7.4 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (294 K€ au 31 décembre 2011) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés sur l'exercice où ils sont calculés. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les autres charges opérationnelles (218 K€ au 31 décembre 2011) correspondent à des coûts salariaux non récurrents suite à certains départs ayant eu lieu en 2011 (139 K€), aux honoraires juridiques liés (18 K€) et aux honoraires juridiques et comptables liés à l'opération d'apport partiel d'actifs (61 K€). Ces coûts sont présentés en « autres charges opérationnelles » car elles sont suffisamment significatives au regard des résultats du Groupe, et par nature, non récurrentes.

7.5 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Produits sur placements de trésorerie	36	16	20
Coût financier net (produits nets)	36	16	20
Gains de change	149	166	-17
Pertes de change	-71	-67	-4
Produits nets de cessions d'actifs			
TOTAL IMPACT FINANCIER	114	115	-1

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Ils augmentent sur la période suite à une gestion plus efficace des surplus de trésorerie courante (confère note 8.6 "Trésorerie et équivalents de trésorerie").

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a permis de conserver un impact positif presque équivalent à celui de 2010. Le premier semestre 2011 avait été négatif alors que le second a permis de rétablir un équilibre et de générer un impact net positif sur les 12 mois de l'exercice.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois et RON Roumain) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine et la Roumanie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) deviennent plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine) et cette tendance devrait se confirmer dans les prochains mois.

Le Groupe n'a pas encore mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendront plus significatifs et que l'impact de change pourrait être potentiellement important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, liquidité et taux) est présentée dans les notes sur l'état de la situation financière (8.5 "Stocks et actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie" et 8.10 "Autres passifs courants").

7.6 Charge d'impôts

La charge d'impôts est de 819 K€ au 31 décembre 2011 et se décompose comme suit :

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Impôts exigibles	112	194	20
Impôts différés	707	243	334
Total charge d'impôts	819	437	354

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentées dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés".

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 :

En K€	31-déc-11	31-déc-10
Résultat opérationnel	2 539	2 320
Coût de l'endettement financier net	36	16
Autres produits et charges financiers	78	99
	<i>Taux d'impôt théorique</i>	33,33%
	Impôt théorique	884
		33,33%
		812
Impôt courant	112	194
Impôt différé	707	243
	Impôt réel	819
	<i>Taux d'impôt réel</i>	30,87%
		17,95%
Ecart sur taux	-2,46%	-15,38%
Ecart sur impôt	-65	-375
<i>Détail</i>		
Déficits imputés dans l'exercice		143
Déficits créés dans l'exercice	-29	-486
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	-3	-34
Différences permanentes et autres éléments	-33	2
	-65	-375

Certaines retenues à la source ne peuvent pas être récupérées ni imputées exhaustivement de part la situation fiscale nette, notamment au niveau de la société StreamWIDE SA, qui n'est redevable d'aucun impôt à payer au titre de 2011. Le solde des reports déficitaires de StreamWIDE SA est de 1,45 M€ au 31 décembre 2011.

7.7 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 DECEMBRE 2010	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 658 585
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 658 585
Au 31 DECEMBRE 2011	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2010	2 674 085	-15 065	2 659 020	443 362
31.01.2011		1 152	2 660 172	443 728
28.02.2011		2 197	2 662 369	443 997
31.03.2011		1 611	2 663 980	444 949
30.04.2011		5 713	2 669 693	444 866
31.05.2011		-497	2 669 196	444 867
30.06.2011		6	2 669 202	444 867
31.07.2011		-638	2 668 564	444 445
31.08.2011		-1 893	2 666 671	444 418
30.09.2011		-166	2 666 505	444 143
31.10.2011		-1 650	2 664 855	444 293
30.11.2011		905	2 665 760	444 656
31.12.2011		2 175	2 667 935	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 666 715
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 666 715

Aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010, les résultats de base et dilué par action sont les suivants :

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Résultat Net Part du Groupe	1 834	1 998	-164
Effet net d'impôt des actions dilutives			
Résultat net Part du Groupe	1 834	1 998	-164
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 666 715	2 658 585	8 130
<i>Effet des actions ordinaires dilutives</i>			
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 666 715	2 658 585	8 130
Résultat de base par action (en €)	0,69	0,75	-0,06
Résultat dilué par action (en €)	0,69	0,75	-0,06

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-10	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-11
Frais de développement	4 651	2 593		7 244
Concessions, brevets et licences	104	83		187
Autres immobilisations incorporelles	4	5		9
Valeurs brutes	4 759	2 681	0	7 440
Frais de développement	-430	-943		-1 373
Concessions, brevets et licences	-94	-14		-108
Autres immobilisations incorporelles	-3	-1		-4
Amortissements	-527	-958	0	-1 485
Valeurs nettes	4 232	1 723	0	5 955

Le Groupe s'est doté de moyens et d'outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009.

Les montants ainsi activés au titre des exercices 2011 et 2010 sont les suivants :

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Frais de développement activés	2 593	2 482	111
Amortissements de la période	-943	-427	-516
Frais de développement cumulés	7 244	4 651	2 593
Amortissements cumulés	-1 373	-430	-943
Valeur nette	5 871	4 221	1 650

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-10	Acquisitions	Cessions	31-déc-11
Installations techniques	27	17		44
Installations générales, matériel, bureau	895	308	62	1 141
Valeurs brutes	922	325	62	1 185
Installations techniques	-5	-4		-9
Installations générales, matériel, bureau	-689	-146	-62	-773
Amortissements	-694	-150	-62	-782
Valeurs nettes	228	175	0	403

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions de serveurs informatiques et d'installations techniques notamment (changement de climatisation de la salle serveurs) expliquent les variations constatées sur l'exercice 2011.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-10	Acquisitions	Cessions	31-déc-11
Dépôts de garantie	106	9		115
Autres actifs financiers non courants	49	90	11	128
Valeurs brutes	155	99	11	243
Amortissements / provisions	0			
Valeurs nettes	155	99	11	243

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine et Etats Unis,
- des parts de sicav monétaires données en caution au bailleur des locaux parisiens du Groupe (11 K€), qui ont été remboursées sur la période
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (38 K€ au 31 décembre 2010 et 128 K€ au 31 décembre 2011 suite aux cessions nettes réalisées au cours de l'exercice 2011).

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Ecritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2010	1 211	30	-1 427	-186
<i>Impôts différés actifs</i>				486
<i>Impôts différés passifs</i>				-672
Variations Actif	93	10		103
Variations Passif	-242	17	-584	-809
Ecart sur taux	23			23
Valeur nette au 31 décembre 2011	1 085	57	-2 011	-869
<i>Impôts différés actifs</i>				612
<i>Impôts différés passifs</i>				-1 481

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (1.085 K€) se décompose comme suit au 31 décembre 2011 :

- sur déficits fiscaux français : 482 K€
- sur déficits fiscaux américains 603 K€

Concernant la société mère, les résultats fiscaux, positifs depuis fin 2009, s'imputent sur les reports déficitaires, ce qui explique la variation négative des impôts différés actifs sous jacents. La société française dispose de 1,45 M€ de reports déficitaires au 31 décembre 2011, représentant 482 K€ d'actifs d'impôts différés contre 725 K€ au 31 décembre 2010.

L'équilibre opérationnel de la filiale américaine (StreamWIDE Inc.) étant pratiquement atteint fin 2011 (malgré un résultat net légèrement négatif), suite notamment à la croissance des revenus et à la maîtrise des coûts de fonctionnement, les prochains bénéfices fiscaux pourront être imputés sur les déficits fiscaux antérieurs (solde de 1,5 M€ au 31 décembre 2011). Les impôts différés sous jacents sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle (603 K€).

Au niveau de la seule société consolidante (StreamWIDE SA), le montant net cumulé de l'activation des frais de développement constatés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 5.871 K€ au 31 décembre 2011, générant un montant net d'impôts différés passifs de 1.957 K€. Après prise en compte des impôts différés actifs de 482 K€ sur déficits fiscaux antérieurs, des impôts différés actifs issus des décalages temporaires (27 K€) et des impôts différés passifs sur les autres retraitements divers de consolidation (33 K€), la position nette (même entité fiscale) est un passif d'impôt différé de 1.481 K€ inscrit en passif non courant dans la situation financière au 31 décembre 2011 (confère note 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

8.5 Stocks et Actifs courants

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Stocks et encours	0	0	0
Créances clients	6 375	4 426	1 949
Autres débiteurs	867	556	311
Autres actifs fiscaux	766	796	-30
Total Net	8 008	5 778	2 230

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 450 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 335 K€. Le solde de 82 K€ est principalement composé d'avances versées à certains fournisseurs dans le cadre de contrats spécifiques.

Les "autres actifs fiscaux" représentent principalement les crédits d'impôt recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 31 décembre 2011, le solde de 766 K€ comprend notamment un montant de 706 K€ au titre du CIR 2011 dont le remboursement anticipé a été demandé. A noter également les crédits d'impôts « intéressement » pour 13 K€ ainsi que le crédit d'impôt mécénat pour 36 K€.

Le détail des créances clients est le suivant aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 :

En K€	31-déc-10	Augmentation	Diminution	31-déc-11
Créances clients brutes	4 549	1 951		6 500
Pertes de valeur	-123	-2		-125
Créances clients nettes	4 426	1 949	0	6 375

En 2011, le chiffre d'affaires progresse de 1,3 M€. L'augmentation du poste client provient essentiellement d'un effet de saisonnalité car une partie significative du chiffre d'affaires annuel a été constaté à la fin du quatrième trimestre 2011. De facto, les créances relatives n'ont pas pu être recouvrées à la date de clôture annuelle.

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas risque significatif d'éventuelles pertes de valeurs sur ces créances.

Balance Agée au 31 décembre 2010

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 391	4 131	208	52	
Créances douteuses brutes	158			67	91
Pertes de valeur	-123			-67	-56
Créances clients nettes	4 426	4 131	208	52	35
		93%	5%	1%	1%

Balance Agée au 31 décembre 2011

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 340	6 156	76	108	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-125				-125
Créances clients nettes	6 375	6 156	76	108	35
		97%	1%	2%	1%

Les créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (160 K€) correspondent à des clients parfaitement identifiés, pour respectivement 58 K€ et 102 K€. La première créance a été provisionnée à hauteur de 50% car le client a fait l'objet d'une restructuration, les créances ont été déclarées et pourraient être récupérées en partie dans les prochains mois. Une perte de valeur équivalente à 100% de la deuxième créance hors taxe a été constatée dès que le Groupe a eu connaissance des difficultés des clients concernés.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque de défaillance significatif. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouvrés dans leur totalité à la date d'arrêt et d'examen des comptes annuels 2011. Près de 2,4 M€ ont en effet été apurés à fin mars 2012.

De part l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles se rapportent les produits, des factures à établir significatives peuvent être constatées en clôture. Ce montant est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De part l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risques significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2010

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	4 426	4 426		4 426	
Autres débiteurs	557	557		557	
Autres actifs fiscaux	791	791		791	
Equivalent de trésorerie	1 513	1 513	1 513		
Trésorerie	1 889	1 889	1 889		
Total créances nettes	9 176	9 176	3 402	5 774	0

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2011

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 375	6 375		6 375	
Autres débiteurs	867	867		867	
Autres actifs fiscaux	766	766		766	
Equivalent de trésorerie	1 800	1 800	1 800		
Trésorerie	1 022	1 022	1 022		
Total créances nettes	10 830	10 830	2 822	8 008	0

Au cours de l'exercice 2011, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 4 M€, soit près de 35% du chiffre d'affaires annuel du Groupe (contre 42% du chiffre d'affaires annuel en 2010).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Placements à terme	1 800	1 513	287
Comptes courants bancaires	1 022	1 889	-867
Total	2 822	3 402	-580

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme souscrits dans deux établissements bancaires (Société Générale et HSBC, pour respectivement 1 M€ et 0,8 M€). Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe. Fin 2010, un compte courant rémunéré a été ouvert auprès de HSBC, principale banque du Groupe, en complément des comptes courants classiques et des placements à terme. Ce compte est toujours utilisé au 31 décembre 2011 et le sera également dans les mois prochains.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 2,8 M€ au 31 décembre 2011, en diminution de 0,6 M€ par rapport à la clôture annuelle 2010. Cette diminution s'explique, premièrement, par le premier versement de dividendes en juillet 2011 (montant global de 0,5 M€) et, deuxièmement,

par une variation négative du BFR sur la période (alors qu'elle était neutre sur les périodes antérieures). Cette variation négative provient essentiellement de la reconnaissance tardive d'une partie des revenus 2011, décalant d'autant leur encaissement début 2012.

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2011, des comptes à terme à rendement garanti sont utilisés à hauteur de 1,8 M€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 0,1 M€.

8.7 Capitaux propres

En K€	31-déc-11	31-déc-10	Variation
Capital social	267	267	0
Prime d'émission	5 285	5 285	0
Réserve légale	27	27	0
Résultats non distribués	5 359	4 037	1 322
Autres mouvements	-53	-123	70
Total	10 885	9 493	1 392

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 2 674 085 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'est intervenue en 2011.

Les montants en "autres mouvements" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place en juillet 2009, conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et souscrit auprès de la société Arkeon Finance.

Au 31 décembre 2011, le contrat est investi à hauteur de 6.150 actions de la société contre 15.065 au 31 décembre 2010, et présente un solde de liquidité de 128 K€ (confère note 8.3) contre 38 K€ au 31 décembre 2010. Au cours de l'exercice 2011, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 10.212 actions (au cours moyen de 9,07 €), le nombre d'actions cédées à 19.127 (au cours moyen de 9,72 € pour un prix de revient moyen de 8,47 €). La plus value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 24 K€.

Titres auto détenus

	31-déc-10	Acquisitions	Cessions	31-déc-11
En nombre d'actions	15 065	10 212	-19 127	6 150
En montants (€uro)	122 558	92 600	-162 048	53 110

La prime d'émission (5.285 K€) correspond à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007.

Les résultats non distribués correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes (508 K€), conformément aux résolutions adoptées par l'assemblée générale annuelle du 20 juin 2010 et mis en paiement le 8 juillet 2011. En ajoutant les réserves légales (27 K€) aux résultats non distribués (5.359 K€), le montant obtenu (5.386 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (5.456 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-64 K€) et "autres mouvements" (-6 K€).

8.8 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	31-déc-11	31-déc-10	Variations
Avantages du personnel	44	32	12
Total Provisions	44	32	12
Provisions Courantes (en K€)	31-déc-11	31-déc-10	Variations
Litiges sociaux	55	21	34
Total Provisions	55	21	34

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés (confère note 8.9)

Les provisions pour litiges sociaux concernent des procédures en cours (40 K€ et 15 K€). Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2010	32	21
Dotations	12	40
Utilisations		
Reprises sans objet		6
Au 31 décembre 2011	44	55

8.9 Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

(en K€)	31-déc-11	31-déc-10
Taux d'actualisation	4,00%	4,50%
Taux de turn over moyen	8,60%	8,60%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 31 décembre 2011, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2009).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2010	32
Coûts des services rendus	9
Coût de l'actualisation	1
Gains et pertes actuariels	2
Au 31 décembre 2011	44

La variation de l'engagement au cours de l'exercice 2011 s'élève donc à 12 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Lors de l'introduction en Bourse de la société sur le marché NyseAlternext en novembre 2007, un plan d'attribution de Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE) avait été émis au profit de 25 salariés nominativement identifiés. Aucune nouvelle action n'a été souscrite dans le cadre de ce programme, qui est arrivé à échéance fin 2010.

Aucun autre programme de cette nature n'a été mis en place depuis l'introduction en bourse.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	31-déc-11	31-déc-10	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 200	766	434
Produits fiscaux différés courants	600	621	-21
Passifs d'impôts différés	1 481	672	809
Fournisseurs et autres créditeurs	1 257	891	366
Dettes sociales	730	779	-49
Dettes fiscales	700	584	116
Produits constatés d'avance	1 090	422	668
Total autres passifs	7 058	4 735	2 323

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes. Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés. La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 31 décembre 2011 est de 1.800 K€ et correspond aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2009 : 349 K€
- au titre de l'exercice 2010 : 745 K€
- au titre de l'exercice 2011 : 706 K€

A noter que le crédit d'impôt recherche total au titre de 2009 était de 792 K€ (montant remboursé en 2010). Le solde de 349 K€ tient compte des reprises en résultat déjà effectuées (150 K€ en 2010 et 294 K€ en 2011) suite aux amortissements constatés sur différents projets au cours de l'exercice 2010 et 2011 (confère note 7.4 "Autres produits d'exploitation").

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du quatrième trimestre 2011, et ont été réglées en janvier 2012.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA. Les impôts différés passifs, considérés comme non courants, ressortent à 1.481 K€ au 31 décembre 2011 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

Risque de taux

Au 31 décembre 2011, le Groupe n'a contracté aucune dette financière ou emprunt bancaire lui faisant encourir un quelconque risque de taux.

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 est la suivante :

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2010

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créd.	891	891		891	
Dettes fiscales et sociales	1 363	1 363		1 363	
Produits différés CT/MT	2 481	2 481		2 481	
Total créances nettes	4 735	4 735	0	4 735	0

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2011

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créd.	1 257	1 257		1 257	
Dettes fiscales et sociales	1 430	1 430		1 430	
Produits différés CT/MT	4 371	4 371		4 371	
Total créances nettes	7 058	7 058	0	7 058	0

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier.

En conséquence, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux exercices 2011 et 2010 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	31-déc-11	31-déc-10	Variations
CA France	4 286	4 403	-117
CA Export	7 174	5 819	1 355
<i>dont Europe</i>	1 190	835	355
<i>dont Amériques</i>	1 685	1 666	19
<i>dont Afrique</i>	967	2 073	-1 106
<i>dont Moyen Orient</i>	111	69	42
<i>dont Russie</i>	275		
<i>dont Asie - Pacifique</i>	2 946	1 176	1 770
TOTAL CA	11 460	10 222	1 238

Le chiffre d'affaires "France" reste stable sur la période, dans un marché plus mature que les différents marchés émergents adressés par ailleurs.

Le chiffre d'affaires "export" progresse quant à lui de 1,3 M€. Cette hausse provient essentiellement du contrat de distribution avec un équipementier chinois, dont le chiffre d'affaires annuel progresse de 1,8 M€ en 2011 (x 1,5 par rapport à 2010). La diminution du chiffre d'affaires "Afrique" s'explique par un effet calendaire car le Groupe avait enregistré une vente de régularisation de licences à l'export significative en 2010, non récurrente en 2011.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2011, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Des parts d'Opcvm monétaires (Sicav) émises par la Société Générale (valeur historique de 10,6 K€ et valeur liquidative de 12,5 K€, comptabilisées en autres actifs financiers) étaient nanties au profit du bailleur des locaux parisiens de StreamWIDE SA. Ce nantissement a pris fin en juillet 2011.

Deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe, dans le cadre de garantie de bonne fin. Les montants sont de 15 K€ et de 60 KTND (soit 31 K€ en équivalent euros au 31 décembre 2011).

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, notamment la société française, StreamWIDE France (notamment management fees, locations et royalties). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre de l'exercice 2011 s'élève à 213.385 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 149.706 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 63.679 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2010, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 209.847 € (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 31 décembre 2011.

La société mère, StreamWIDE SA, a contracté un emprunt de 900.000 € le 28 février 2012 avec l'établissement bancaire HSBC. Cet emprunt, d'une durée de 5 ans, est à taux fixe de 3,5% annuel. Les conditions d'un éventuel remboursement anticipé ont été favorablement négociées avec la banque prêteuse.

StreamWIDE SA – Comptes statutaires annuels au 31 décembre 2011

• Bilan aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010

(En K€)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-11	31-déc.-10	
Immobilisations incorporelles	3	3	267	267	Capital social
Immobilisations corporelles	90	153	5 312	5 312	Réserves
Immobilisations financières	4 737	1 537	3 236	2 520	Report à nouveau
			2	16	Provisions réglementées
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 830	1 693	8 817	8 115	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks			41	57	Provisions
Créances clients	4 808	5 051			
Autres créances	971	1 291	1 106	897	Dettes fournisseurs
			573	1 317	Dettes fiscales et sociales
Valeurs mobilières de placement	53	134	2 464	79	Autres dettes
Trésorerie	2 551	2 718	212	422	Produits constatés d'avance
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 383	9 194	4 396	2 772	TOTAL DETTES
TOTAL ACTIF	13 213	10 887	13 213	10 887	TOTAL PASSIF

• Compte de résultat 2011 et 2010

(En K€)	2011	2010
Ventes de services	7 604	7 623
Ventes de marchandises	574	1 116
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	8 178	8 739
Autres produits	788	420
Achats de marchandises	401	565
Variation de stocks		469
Charges externes	5 190	4 057
Impôts et taxes	140	167
Charges de personnel	2 467	3 355
Dotations aux amortissements	53	113
Dotations aux provisions	10	74
Autres charges	21	31
RESULTAT D'EXPLOITATION	684	328
Produits financiers	119	122
Charges financières	47	44
RESULTAT FINANCIER	72	78
Produits exceptionnels	104	45
Charges exceptionnelles	166	132
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-62	-87
Impôts sur les bénéfices	-535	-558
RESULTAT NET	1 229	877

Annexes aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011

Les notes et tableaux de la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels. L'exercice social, d'une durée de 12 mois, couvre la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011.

- Total du bilan :	13 213 480 €
- Résultat net (bénéfice) :	1 228 606 €

1. GENERALITES

1.1 Présentation de l'activité

La société StreamWIDE SA a démarré son exploitation le 25 janvier 2001. Elle a pour activité principale l'édition de logiciels destinés aux opérateurs télécoms fixes ou mobiles, aux fournisseurs d'accès Internet et aux fournisseurs de contenus à valeur ajoutée. Ces logiciels fonctionnent sur des serveurs standards et permettent aux clients de fournir à leurs abonnés des services à valeur ajoutée dans le domaine de la téléphonie et de la vidéo téléphonie.

La société a été admise sur le marché Alternext Paris de NYSE Euronext le 16 novembre 2007.

1.2 Evènements significatifs de la période

L'exercice 2011 a été marqué par la réorganisation opérationnelle et juridique du groupe StreamWIDE.

La société StreamWIDE France, entièrement détenue par StreamWIDE SA, a été créée en juin 2011 afin d'y transférer l'activité de commercialisation des logiciels sur les marchés français et européens.

A cet effet un apport partiel d'actif a été réalisé par StreamWIDE SA à StreamWIDE France, avec effet au 1er juillet 2011, pour une valeur d'actif net de 3 050 418 €.

Cet apport a été réalisée à la valeur nette comptable, conformément aux dispositions du Règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif aux opérations de fusions et assimilées.

Les contrats commerciaux d'envergure mondiale restent quant à eux logés dans StreamWIDE SA, lorsqu'ils ne sont pas signés par les filiales étrangères.

En raison de cette opération de transfert d'activité, les comptes des exercices 2011 et 2010 ne sont pas comparables.

L'exercice 2011 se caractérise aussi par la première distribution de dividendes, en juillet 2011, pour un montant global de 508 076 €, soit 0,19 € par action.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

2.1 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est survenu au cours de l'exercice.

2.2 Traitement comptable des frais d'augmentation du capital

Les frais d'augmentation du capital sont imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation à laquelle ils sont liés (Code du commerce article L 232-9).

2.3 Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires :

Le poste "Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires" est principalement constitué de licences de logiciels acquises. Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée à un an.

b) Frais de recherche et développement

En application des règles relatives aux actifs, les coûts de développement doivent, selon la méthode préférentielle, être immobilisés lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et qu'ils respectent les critères listés par la réglementation.

La société n'applique pas la méthode préférentielle. Elle comptabilise les coûts de développement dans les charges de l'exercice.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires, en fonction de leur durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations techniques : 10 ans
- Agencements : 10 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La société applique un amortissement fiscal dégressif de 3 ans sur le matériel informatique acquis antérieurement à 2010. A ce titre, elle enregistre des amortissements dérogatoires.

d) Option fiscale

Les frais d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.4 Immobilisations financières

Les titres immobilisés sont valorisés au prix d'acquisition et sont éventuellement dépréciés compte tenu de l'utilité que les participations présentent pour la société, ou de leur valeur probable de négociation.

Option fiscale

Les frais d'acquisition d'immobilisations financières, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.5 Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués à leur prix d'achat selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, ramenées à leur valeur probable de réalisation par voie de dépréciation en fonction des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.7 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des risques nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de manière fiable.

2.8 Reconnaissance du chiffre d'affaires

a) Redevances sur logiciels

Les revenus liés à la cession ou la concession de droits d'accès à la plate-forme StreamWIDE à des opérateurs de téléphonie ou à des fournisseurs d'accès Internet sont comptabilisés à la date de mise à disposition par StreamWIDE des moyens d'accès (licences d'utilisation).

b) Prestations de services et de conseil

Les prestations de conseils et de services (y compris celles relatives à l'installation des logiciels), autres que la maintenance, sont comptabilisées à l'achèvement. Les prestations de maintenance sont comptabilisées prorata temporis en fonction de la période couverte par les prestations.

Le chiffre d'affaires relatif à des prestations réalisées, acceptées et non encore facturées est comptabilisé en factures à établir. Inversement, la fraction de chiffre d'affaires facturée à la clôture de l'exercice et correspondant à une période ultérieure à la date de clôture, est porté au passif du bilan sous la rubrique "Produits constatés d'avance".

c) Ventes de marchandises

Le chiffre d'affaires est enregistré dans le compte de résultat lors du transfert de propriété.

2.9 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits et charges qui résultent d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités de l'entreprise, et qui ne sont pas sensés se reproduire de manière fréquente et régulière.

2.10 Indemnité de départ en retraite

Les modalités de détermination de ces indemnités sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode des droits projetés ;
- Age de départ en retraite retenu : 67 ans ;
- Application d'un taux de turn over fort dégressif selon l'âge ;
- Application d'un taux de progression des salaires de 3 % l'an ;
- Actualisation au taux de 4 % ;
- Utilisation de la table de mortalité INSEE 2009 ;
- Application de la convention collective "Bureaux d'études techniques".

La formule de calcul est la suivante :

Droits acquis par le salarié (x) probabilité pour l'entreprise de verser ces droits (x) actualisation (x) coefficient de charges sociales.

Le calcul des droits acquis par le salarié correspond à : pourcentage du salaire annuel brut estimé en fin de carrière, en fonction de l'ancienneté finale.

La probabilité pour l'entreprise de verser les droits s'établit comme suit : probabilité de rester en vie (x) probabilité de rester dans l'entreprise.

L'indemnité de fin de carrière est appréciée pour toutes les personnes bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, présentes à la clôture de l'exercice.

L'engagement de la société, ainsi déterminé, s'élève à 22 895 € au 31 décembre 2011, contre 31 618 € au 31 décembre 2010. Il est comptabilisé en provision pour charges.

2.11 Conversion des comptes de l'établissement stable en Tunisie

Les comptes de l'établissement stable tunisien sont intégrés dans les comptes de la société et convertis selon la méthode dite du cours de clôture :

- Conversion du bilan (à l'exception du compte de liaison) : Cours de clôture.
- Conversion du compte de résultat : Cours moyen.
- Conversion du compte de liaison : Cours historique.

L'écart de conversion qui en résulte est comptabilisé dans les capitaux propres au poste "report à nouveau" dans un sous compte "Ecart de conversion".

3. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS ET AUTRES INFORMATIONS

3.1 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

En €	31/12/2010	Augmentations	Diminutions Cessions / Rebus	Apport Streamwide France	31/12/2011
Logiciels	93 726	7 878			101 604
Total	93 726	7 878	0	0	101 604

Amortissements

En €	31/12/2010	Dotations	Diminutions Cessions / Rebus	Apport Streamwide France	31/12/2011
Logiciels	91 069	7 535			98 604
Total	91 069	7 535	0	0	98 604

Valeurs nettes

En €	31/12/2010	31/12/2011
Logiciels	2 657	3 000
Total	2 657	3 000

3.2 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

En €	31/12/2010	Augmenta- tions	Diminutions		31/12/2011
			Cessions / Rebus	Apport Streamwide France	
Installations techniques	27 040	17 141			44 181
Agencements	61 713	12 715			74 428
Matériel de bureau et informatique	484 533	36 840	9 956	393 100	118 317
Mobilier	32 320			22 807	9 513
Total	605 606	66 695	9 956	415 907	246 439

Amortissements

En €	31/12/2010	Dotations	Diminutions		31/12/2011
			Cessions / Rebus	Apport Streamwide France	
Installations techniques	5 478	3 937			9 415
Agencements	25 101	6 960			32 060
Matériel de bureau et informatique	408 268	32 654	9 956	322 550	108 416
Mobilier	14 310	2 092		9 670	6 731
Total	453 157	45 642	9 956	332 221	156 623

Valeurs nettes

En €	31/12/2010	31/12/2011
Installations techniques	21 562	34 765
Agencements	36 613	42 368
Matériel de bureau et informatique	76 265	9 901
Mobilier	18 010	2 781
Total	152 449	89 815

3.3 Tableau des filiales et participations

Filiales	Pays	Pourcentage de détention	31/12/2011		31/12/2010	
			Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000	40 000	40 000
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275	213 275	213 275
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1	1	1
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518		
Total			3 303 794	3 303 794	253 276	253 276

Les titres de participation et les comptes courants des filiales ne sont pas dépréciés, aucune perte de valeur n'ayant été identifiée.

Les informations relatives aux filiales sont les suivantes :

Dernier exercice clos (en €)	Streamwide Romania	Beijing Streamwide	Streamwide Inc	Streamwide France
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518
Capitaux propres	184 410	149 633	-771 867	3 201 963
Résultat net comptable	41 713	-12 517	-75 300	150 955
Chiffre d'affaires et autres produits	1 166 451	1 236 283	2 005 680	2 762 234
Avances consenties à la filiale	5 601	41 893	1 332 481	
Dépréciation des avances consenties				
Avances reçus de la filiale				2 312 447
Cautions et avals fournis				
Dividendes encaissés au cours de l'exercice				

Le résultat net comptable et le chiffre d'affaires sont convertis au cours moyen.

Le capital est mentionné au cours historique, soit au montant figurant dans les comptes de StreamWIDE SA au poste participations (filiales détenues à 100%).

Les autres éléments sont convertis au cours de clôture.

3.4 Stocks de marchandises

Il n'existe aucun stock de marchandises au 31 décembre 2011.

3.5 Etat des créances et des dettes

Créances

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	1 379 974		1 379 974
Autres immobilisations financières	53 437		53 437
Clients douteux ou litigieux	58 084		58 084
Autres créances clients	4 778 746	4 778 746	
Personnel et comptes rattachés	250	250	
Organismes sociaux	2 826	2 826	
Impôt sur les bénéfices	633 417	633 417	
Taxe sur la valeur ajoutée	153 754	153 754	
Débiteurs divers	8 435	8 435	
Charges constatées d'avance	162 833	162 833	
Total	7 231 757	5 740 261	1 491 496

Les créances au titre de l'impôt sur les bénéfices sont représentées par les sommes à recevoir au titre du crédit d'impôt en faveur de la recherche :

Périodes (en €)	31/12/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Exercice 2010	745 137		745 137	0
Exercice 2011		575 706		575 706
Total	745 137	575 706	745 137	575 706

Le crédit d'impôt 2010 a été remboursé en octobre 2011 pour 743 377 €. L'écart de 1 771 € a été comptabilisé en charges exceptionnelles.

Le crédit d'impôt 2011 a fait l'objet d'une demande de remboursement conformément aux dispositions prévues pour les PME au sens communautaire.

Dettes

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès établ crédit	604	604		
Emprunts et dettes financières divers	34 651	34 651		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 106 193	1 106 193		
Personnel et comptes rattachés	142 961	142 961		
Organismes sociaux	131 276	131 276		
Taxe sur la valeur ajoutée	233 004	233 004		
Autres impôts et taxes	65 539	65 539		
Dettes sur immobilisations	1	1		
Groupe et associés	2 313 403	2 313 403		
Créditeurs divers	2 782	2 782		
Produits constatés d'avance	212 280	212 280		
Total	4 242 695	4 242 695	0	0

3.6 Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Le bilan ne comprend aucune créance et/ou dette de cette nature.

3.7 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En €	Valeur comptable	Valeur liquidative
Actions propres	53 110	59 348
	53 110	59 348

- La société dispose également de dépôts à terme pour un montant total de 1 800 000 € (comptabilisés en disponibilités) :

Date d'échéance	Durée totale du placement	Etablissement bancaire	Montant 31/12/2011	Taux annuel de rémunération
28 février 2012	93 jours	HSBC	800 000	1,80%
14 janvier 2013	732 jours	SOCIETE GENERALE	700 000	1,25 % à 4 %
26 août 2014	1096 jours	SOCIETE GENERALE	300 000	1,70 % à 4 %
Total			1 800 000	

La rémunération des dépôts à terme SOCIETE GENERALE est progressive dans la durée.

Les intérêts courus à recevoir s'élèvent à 30 978 €.

- Un compte courant rémunéré a été ouvert à la HSBC le 9 novembre 2010. Il s'élève à 82 453 € au 31 décembre 2011, hors intérêts. Il est inscrit dans la rubrique « Disponibilités ».

- L'Assemblée Générale du 29 juin 2009 de la société StreamWIDE SA a délégué au conseil d'administration la mise en place d'un programme de rachats d'actions dans le cadre d'un contrat de liquidité pour l'animation du marché du titre de la Société. Le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 6 150 au 31 décembre 2011, soit 0,23 % du total des actions de la société.

3.8 Provisions pour risques et charges

En €	31/12/2011	31/12/2010
Litiges prud'homal	15 000	21 144
Provision indemnité fin de carrière	22 895	31 618
Provision pour perte de change	2 970	3 968
Total	40 865	56 730

L'utilisation des provisions s'analyse comme suit :

En €	Montant 31/12/2010	Dotations	Reprises		Apport partiel Streamwide France	Montant 31/12/2011
			Utilisée	Non utilisée		
Litiges prud'homal	21 144			6 144		15 000
Provision indemnité fin de carrière	31 618	10 397			19 120	22 895
Provision pour perte de change	3 968	11 726	3 968		8 756	2 970
Total	56 730	22 123	3 968	6 144	27 876	40 865

3.9 Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer

En €	31/12/2011	31/12/2010
Emprunts et dettes auprès des établ crédit	604	434
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	775 954	516 736
Dettes fiscales et sociales	247 717	508 949
Autres dettes	1 644	4 865
Total	1 025 920	1 030 983

Produits à recevoir

En €	31/12/2011	31/12/2010
Créances clients et comptes rattachés	3 703 035	2 060 195
Autres créances	8 435	5 760
Disponibilités	30 978	12 959
Total	3 742 447	2 078 914

3.10 Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance

En €	31/12/2011	31/12/2010
Charges d'exploitation	162 833	246 400
Charges financières	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Total	162 833	246 400

Produits constatés d'avance

En €	31/12/2011	31/12/2010
Produits d'exploitation	212 280	422 088
Produits financiers	0	0
Produits exceptionnels	0	0
Total	212 280	422 088

3.11 Ventilation du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

En €	31/12/2011			31/12/2010		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises	157 104	417 040	574 143	544 741	571 404	1 116 145
Redevances sur logiciels	1 724 157	3 389 443	5 113 600	2 125 011	2 357 787	4 482 798
Services	666 442	1 330 576	1 997 018	1 870 658	1 268 704	3 139 361
Prestations groupe	487 007	281	487 288		410	410
Autres	410	5 701	6 111		397	397
Total	3 035 120	5 143 041	8 178 161	4 540 409	4 198 701	8 739 110

3.12 Ventilation de l'impôt sur les sociétés

En €	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant avant impôt	755 943		755 943
Résultat exceptionnel	-62 381		-62 381
Crédit d'impôt recherche		575 706	575 706
Crédit d'impôt intéressement		13 036	13 036
Retenues à la source non imputées		-53 518	-53 518
Imposition établissement tinoisien		-179	-179
Total	693 562	535 045	1 228 606

3.13 Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

La situation fiscale différée, non comptabilisée, se traduit par un allègement de la dette future d'impôt.

En €	Bases	Impôt à 33,33 %
Organic	10 615	3 538
Effort construction	4 838	1 613
Provision indemnité fin de carrière	22 895	7 631
Ecart de conversion passif	112 840	37 610
Total	151 188	50 391

Les déficits fiscaux en report au 31 décembre 2011 s'élèvent à 1 455 515 €, après imputation des résultats fiscaux 2011.

3.14 Résultat exceptionnel

En €	31/12/2011
Produits cession immobilisations (apport partiel Streamwide France)	83 686
Régularisation comptes clients	6 284
Régularisation comptes fournisseurs	1 410
Reprise sur amortissements dérogatoires	11 332
Divers	1 517
Produits exceptionnels	104 230
Valeurs nette comptable sur immobilisations (apport partiel Streamwide France)	83 686
Coût des licenciements	79 066
Dotations amortissements dérogatoires	19
Divers	3 840
Charges exceptionnelles	166 611
Résultat exceptionnel	-62 381

3.15 Evolution des capitaux propres et du capital social

a) Evolution des capitaux propres avant résultat 2011

En €	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à	Résultat 2010	Amort dérogatoires	Total
Situation au 31 décembre 2010	267 409	5 285 052	1 669 603	876 861	16 153	8 115 077
Affectation du résultat 2010			368 785	-876 861		-508 076
Ecart de conversion compte Tunisie			-3 985			-3 985
Situation au 31 décembre 2011	267 409	5 285 052	2 034 403	0	1 612	7 588 475

b) Evolution du capital social

Le capital social, entièrement libéré, est composé de 2 674 085 actions de 0,1 euro chacune de valeur nominale, négociables sur le marché NYSE Alternext Paris.

Il n'a pas enregistré d'évolution en 2011.

3.16 Frais de développement

Les coûts de développement comptabilisés en charge sur l'exercice (qui auraient été activés si la société appliquait la méthode préférentielle) s'élèvent à 2 678 184 €, contre 2 551 350 € pour l'exercice précédent.

3.17 Écarts de conversion

Les écarts de conversion actifs et passifs s'analysent comment suit :

En €	31/12/2011		31/12/2010	
	Écarts actifs	Écarts passifs	Écarts actifs	Écarts passifs
Comptes clients		40 298	3 840	22 784
Comptes fournisseurs	2 970		128	2
Comptes courants		72 542		37 910
Total	2 970	112 840	3 968	60 695

3.18 Transferts de charges

Les transferts de charges s'analysent comme suit :

En €	31/12/2011
Travaux devanture pris en charge par le bailleur	5 900
Refacturation de frais établissement Tunisien	13 096
Divers	192
Total	19 188

3.19 Intégration des comptes de l'établissement stable en Tunisie

a) Taux de conversion du Dinard tunisien

Cours de clôture 31 décembre 2011 : 1 Dinard pour 0,5149 Euro

Cours moyen 2011 : 1 Dinard pour 0,5108 Euro

b) Impact sur le bilan

En €	31/12/2011	31/12/2010
Créances clients et comptes rattachés		53 569
Autres créances	14 650	8 324
Disponibilités	146 755	139 286
Total actif net	161 405	201 178
Capitaux propres	-40 861	15 568
Fournisseurs et comptes rattachés	13 096	9 683
Dettes fiscales et sociales		10 443
Total passif	-27 765	35 694
Écart : compte de liaison	189 170	165 484

Pour la présentation des comptes annuels, les comptes de liaison réciproques entre StreamWIDE SA et l'établissement tunisien ont été annulés.

La contribution aux capitaux propres s'analyse comme suit :

Résultat net 2011 :	- 30 275 €
Ecart de conversion :	- 10 586 €
Total	- 40 861 €

c) Impact sur le compte de résultat

En €	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires		199 925
Produits d'exploitation	0	199 925
Achats de marchandises		131 719
Autres achats et charges externes	30 094	35 242
Impôts et taxes et versements assimilés	2	1 258
Autres charges		36
Charges d'exploitation	30 096	168 255
Résultat d'exploitation	-30 096	31 670
Résultat financier		
Résultat exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	179	9 501
Résultat net	-30 275	22 169

3.20 Identité de la société consolidante

StreamWIDE SA n'est pas consolidée par une autre entité. Elle est la société mère du Groupe consolidé.

3.21 Rémunération allouées aux dirigeants sociaux

Les rémunérations des membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élèvent à 149 706 € pour l'exercice 2011.

3.22 Effectif moyen

Catégories	31/12/2011	31/12/2010
Cadres	26	40
Non cadres	1	1
Total	27	41

La diminution de l'effectif moyen résulte essentiellement du transfert de 30 salariés à StreamWIDE France avec effet au 1^{er} juillet 2011 (contrat d'apport partiel d'actifs).

3.23 Opérations hors bilan

3.23.1 Engagements financiers

a) Engagements reçus

La société n'a reçu aucun engagement financier hors bilan.

b) Engagements donnés

La société n'a donné aucun engagement financier hors bilan.

3.23.2 Droit individuel à la formation (DIF)

L'engagement au titre du DIF s'élève à 1 053 heures au 31 décembre 2011. Sur la base de 50 % du taux horaires net 2011 des salariés, cet engagement est valorisé à 15 394 €.

3.23.3 Autres opérations non inscrites au bilan

La société n'a conclu aucune opération de cette nature.

3.24 Eléments concernant les entreprises liées et les participations

En €	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations		3 303 794
Créances rattachées à des participations		1 379 974
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		2 351 429
Autres créances		
Capital souscrit non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		554 781
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 312 447
Produits financiers		
Charges financières		

3.25 Informations sur les transactions avec les parties liées

L'information sur les transactions réalisées avec les parties liées n'est pas communiquée conformément aux dispositions de l'article R.123-198 du code de commerce :

- Les filiales sont toutes détenues à 100 %.
- Aucune opération de cette nature n'existe avec les actionnaires et/ ou dirigeants.

3.26 Evènements importants intervenus depuis la date de clôture

La société a contracté un emprunt de 900 000 € le 28 février 2012 auprès de la banque HSBC. Cet emprunt est conclu pour une période de 5 ans, au taux fixe de 3,5 %. Un éventuel remboursement anticipé a été favorablement négocié avec la banque.